



Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad

Rapport Afrique N°284 | 30 décembre 2019

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Une crise qui dépasse les conflits entre agriculteurs et éleveurs	4
A. De la méfiance à l'hostilité.....	5
B. Les causes profondes du conflit.....	7
1. Une mobilité pastorale qui redessine les équilibres démographiques	7
2. La montée des angoisses identitaires.....	8
III. Dynamiques régionales : quels sont les risques ?	12
A. Des incertitudes sur l'avenir des relations tchado-soudanaises	12
B. Crainte d'un Darfour incontrôlable	14
IV. Réponse des autorités tchadiennes aux conflits à l'Est.....	16
A. Etat d'urgence : une baisse des affrontements mais un mécontentement perceptible.....	17
B. Risques et limites des opérations de désarmement	18
V. Réduire les facteurs d'instabilité au Tchad oriental.....	20
A. Adopter une approche globale sur les mobilités pastorales et recréer de la confiance	20
B. Favoriser un cadre de concertation inclusif et inscrire les médiations dans la durée.....	21
C. Assouplir les règles de l'état d'urgence et sanctionner les abus des forces de l'ordre	23
D. Anticiper une dégradation de la situation humanitaire à l'Est	23
VI. Conclusion	24
ANNEXES	
A. Carte du Tchad	25
B. Carte de l'Est du Tchad.....	26
C. Violences entre Dajo et Mouro dans le Sila, quand un conflit en cache un autre	27
D. A propos de l'International Crisis Group	29
E. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2016	30
F. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	33

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? En 2019, l'Est du Tchad a connu des conflits intercommunautaires meurtriers, en particulier entre communautés arabes et non arabes. En dépit d'une accalmie ces derniers mois, ces violences révèlent de profondes fractures identitaires et mettent en lumière une compétition pour la terre, les chefferies traditionnelles et le pouvoir local.

En quoi est-ce significatif ? Dans un contexte intérieur fragile, une recrudescence des violences au Tchad oriental, frontalier de la région soudanaise du Darfour, pourrait menacer la stabilité du pays.

Comment agir ? Le gouvernement devrait assouplir l'état d'urgence pour permettre aux habitants d'accéder aux marchés et aux services publics, ouvrir un large débat sur la gestion des mobilités pastorales, sanctionner les abus des autorités militaires et administratives et soutenir l'organisation d'une conférence inclusive à l'Est.

Synthèse

En 2019, des violences intercommunautaires ont fait des centaines de morts dans l'Est du Tchad. Les tensions ont notamment opposé les communautés majoritaires des régions du Ouaddaï et du Sila aux populations arabes. Loin d'être uniquement le produit de rivalités classiques entre agriculteurs et éleveurs, ces conflits révèlent de profondes fractures identitaires et une compétition pour la terre, les chefferies traditionnelles et le pouvoir local dans ces régions. Ils se doublent d'une crise de confiance entre population et autorités locales, accusées de partialité dans la résolution des litiges. Alors que le changement de donne politique au Soudan voisin inquiète N'Djamena, l'Est du Tchad, frontalier du Darfour, est une zone à risque. Les autorités tchadiennes devraient assouplir l'état d'urgence, qui a fait baisser le niveau de violences mais pèse sur les populations locales. Pour éviter de nouveaux affrontements, elles devraient aussi ouvrir une large réflexion sur la gestion des mobilités pastorales, sanctionner les dérives des autorités militaires et administratives au niveau local et promouvoir une conférence inclusive à l'Est.

Les violences au Ouaddaï et au Sila en 2019 ont des origines diverses. Elles sont d'abord liées à un mouvement croissant de sédentarisation d'éleveurs nomades venus du nord. Si ce processus n'est pas nouveau, il génère aujourd'hui, par son ampleur, de fortes angoisses identitaires au sein des communautés sédentaires et principalement agricoles, majoritaires dans ces régions. Elles craignent d'être dépossédées de leur pouvoir local et accusent les nouveaux arrivants, notamment parmi les éleveurs arabes, de vouloir s'imposer sans respecter leurs coutumes. Les éleveurs se sentent quant à eux stigmatisés. Certains Arabes disent être considérés comme des étrangers dans une région qu'ils ont contribué à façonner.

Ces conflits plongent leurs racines dans les liens tourmentés de cette région avec la province soudanaise du Darfour. Dans les années 2000, la crise au Darfour voisin et la guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan exacerbent les antagonismes locaux à l'Est du Tchad et attisent le ressentiment entre les groupes aujourd'hui en conflit. A cette époque, des milices soudanaises progouvernementales, les Janjawid, recrutant principalement dans les communautés arabes, multiplient les attaques contre des villages tchadiens au Ouaddaï et au Sila, forçant de nombreux habitants à s'enfuir et générant une profonde méfiance à l'égard des Arabes. Aujourd'hui encore, les autres communautés accusent souvent ces derniers de vouloir s'accaparer leurs terres et d'avoir des visées hégémoniques.

Les autorités tchadiennes sont très préoccupées par ces foyers de tension à l'Est, comme en témoignent les nombreux déplacements du ministre de la Sécurité publique et du président lui-même dans la région en 2019. A N'Djamena, on craint que ces épisodes de violence fassent tâche d'huile et contaminent d'autres régions, voire que se crée dans cette région un consortium de mécontents agrégeant des ambitions et des groupes très différents. Cette crise intervient en effet dans un contexte intérieur dégradé, quelques mois après une incursion rebelle au Tchad depuis la Libye, en février 2019. Sur le plan régional, la nouvelle donne politique au Soudan, saluée par de nombreux acteurs internationaux, y compris régionaux, n'offre pas encore de réels gages de stabilité pour le Tchad oriental et de sécurité de la frontière entre les deux pays.

Face à la montée des tensions à l'Est, les autorités ont voulu muscler leur réponse en instaurant en août 2019 l'état d'urgence au Ouaddaï, au Sila mais aussi au Tibesti, au Nord. Le gouvernement a renforcé le dispositif militaire au Tchad oriental et intensifié les opérations de désarmement des communautés et acteurs en conflit dans la zone. Cela a fait baisser les affrontements communautaires et la criminalité fin 2019. Mais la présence importante de militaires, les abus des forces de l'ordre et les restrictions des libertés de mouvement et de commerce pèsent sur les conditions de vie des habitants. Surtout, ces réponses ne permettent pas de réduire les fractures entre communautés et font l'impasse sur les problèmes de gouvernance locale qui nourrissent ces conflits. Alors que les défis s'accumulent à l'Est, l'organisation du scrutin législatif prévu en 2020 pourrait s'avérer difficile.

Pour éviter une nouvelle escalade et traiter, même avec des ambitions limitées, les causes profondes de cette crise, les autorités tchadiennes devraient :

- ❑ ouvrir une large réflexion sur les mobilités pastorales avec la société civile et les partenaires internationaux du Tchad déjà impliqués sur ce sujet, en vue de revoir les politiques foncières et les modalités d'attribution des terres, et d'édicter des règles claires et concertées pour l'installation de nouvelles populations. Un tel débat est d'autant plus nécessaire qu'en raison notamment du changement climatique, le mouvement des éleveurs nomades du Nord, qu'il se manifeste par une transhumance plus précoce et méridionale ou par une sédentarisation croissante va se poursuivre, renforçant l'anxiété et les tensions identitaires à l'Est et ailleurs au Tchad.
- ❑ sanctionner les responsables administratifs et militaires qui, parce qu'ils ont investi dans les troupeaux ou défendent les intérêts de grands propriétaires d'animaux, prennent parti dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Pour prévenir de tels conflits d'intérêt, les autorités devraient éviter de nommer des représentants de l'Etat dans des zones où ils possèdent leur propre bétail.
- ❑ soutenir l'organisation d'une conférence inclusive à l'Est du Tchad, regroupant entre autres autorités traditionnelles, commerçants, députés, associations de jeunes, acteurs économiques et religieux. Elle devrait porter sur les relations entre agriculteurs et éleveurs, les questions d'accès à la terre, de la *diya* (prix du sang), le rôle des chefferies traditionnelles ou encore la circulation des armes, et formuler des recommandations. Cette conférence devrait aboutir à la création d'un comité permanent de médiation, composé de membres sélectionnés par et parmi les participants à la conférence, qui s'assureraient de la mise en œuvre des résolutions, puis deviendrait une structure de médiation entre les communautés en conflit à l'Est, reconnue par les autorités.
- ❑ accompagner et soutenir les autorités traditionnelles plutôt que de faire pression sur elles.
- ❑ assouplir l'état d'urgence pour permettre aux habitants du Ouaddaï et du Sila d'accéder aux marchés hebdomadaires et aux services publics et de reprendre leurs activités. Les autorités devraient également sanctionner les responsables qui abusent de leur pouvoir contre des commerçants et des civils.

- s'assurer que les armes collectées lors des opérations de désarmement soient systématiquement détruites.

Les partenaires internationaux et les bailleurs du Tchad devraient encourager les autorités en ce sens. Les acteurs humanitaires devraient aussi inclure dans leurs stratégies d'intervention une capacité de réaction pour l'Est au cas où la crise regagnerait en intensité.

Nairobi/Bruxelles, 30 décembre 2019

Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad

I. Introduction

Depuis début 2019, l'Est du Tchad connaît un regain d'instabilité après plusieurs années d'une relative accalmie. Des affrontements intercommunautaires y ont fait plus d'une centaine de morts en moins d'un an. Les principaux foyers de violence se situent dans les régions du Ouaddaï, du Sila et du Wadi Fira, qui constituent ce qu'on appelait communément le grand Ouaddaï géographique. Les sous-préfectures de Marfa, de Chokoyane, d'Abdi, d'Abkar ou encore de Kimiti sont particulièrement touchées, mais la tension est également palpable dans les grandes villes comme Abéché, chef-lieu du Ouaddaï.¹

Semi-désertique dans sa moitié nord et plus arboré dans sa moitié sud, le Ouaddaï géographique a longtemps été au cœur d'un puissant sultanat. Situé sur les routes commerciales transsahariennes, il constituait alors un carrefour commercial et culturel, qui rayonnait jusqu'à la Méditerranée via le Sahara au nord et jusqu'à la péninsule arabique à l'est. Le sultanat du Ouaddaï, royaume esclavagiste qui menait des razzias au sud, a résisté aux tentatives de contrôle des colons et n'est tombé dans l'escarcelle des Français qu'en 1909, sept ans avant la conquête britannique du sultanat voisin du Darfour. La colonisation, la décision de faire de N'Djamena, à l'Ouest, la capitale du pays, puis la marginalisation du Tchad oriental par les premiers présidents tchadiens après l'indépendance réorientent les échanges du pays vers la façade atlantique. Le Ouaddaï se considère depuis comme une périphérie, « un cul-de-sac dans l'Etat contemporain ».²

Le sentiment de relégation sociale des Ouaddaïens, qui cultivent le souvenir de leur grandeur passée, imprègne la relation entre Abéché et N'Djamena. Les Ouaddaïens évoquent souvent une méfiance réciproque entre eux et le pouvoir central : « le régime nous voit comme des opposants », confie un membre de la société civile locale.³ De fait, le parti au pouvoir y est souvent mis en difficulté dans les urnes.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby en 1990, plusieurs événements ont renforcé l'identité locale résistante et accru la défiance entre le pouvoir et les Ouaddaïens. Le 4 août 1993, des hommes armés zaghawa (l'ethnie du président) attaquent le village de Gniguilim, dans la sous-préfecture du Wadi Hamra, tuant de nombreux civils.⁴ Face à l'impunité dont semblent bénéficier les auteurs du massacre, des habitants du Ouaddaï, dont des Maba (ethnie importante dans la région), mettent le feu à quelques bâtiments administratifs et attaquent des casernes à Abéché, puis manifestent à N'Djamena. Les forces de l'ordre répondent par la répression.⁵ En 1994, à la

¹ Voir l'annexe A.

² Johanne Favre, « Marginalité de l'Etat et violences sociales au Far Est (Tchad oriental) », *Bulletin de l'association des géographes français*, 1^{er} septembre 2007.

³ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile du Ouaddaï, N'Djamena, septembre 2019.

⁴ « Marginalité de l'Etat et violences sociales au Far Est (Tchad oriental) », op. cit.

⁵ Ibid.

suite de l'assaut mené par des rebelles ouaddaïens contre une garnison militaire à Abéché, surnommée « la révolte des safarôgs », l'armée fusille de nombreux Ouaddaïens à Abéché et dans les alentours.⁶ Bien plus tard, en 2008, la disparition de l'opposant historique Ibni Oumar Mahamat Saleh, figure de la région, après sa probable arrestation par les forces de sécurité, provoque la colère de nombreux habitants à l'Est du pays.⁷

La région a aussi été le théâtre majeur des insurrections et des révoltes qui ont jalonné l'histoire du Tchad depuis son indépendance en 1960.⁸ Il est communément admis que l'itinéraire d'une rébellion tchadienne doit passer par la case « Tchad oriental », véritable rampe de lancement des rébellions armées.⁹ En février 2019, les rebelles de l'Union des forces de la résistance ont traversé la frontière tchadolibyenne et mis le cap sur l'est du Tchad et le Soudan dans l'espoir d'engranger des soutiens, probablement afin de partir plus tard à l'assaut de la capitale. L'intervention de l'armée française a interrompu cette progression et rassuré un pouvoir qui se pensait à portée de kalachnikovs.¹⁰

Le « Far Est » est d'autre part une région qui partage une longue frontière avec le Darfour.¹¹ Dans cet espace transfrontalier où coexistent de nombreuses communautés, la frontière entre le Soudan et le Tchad n'existe pas aux yeux de nombreux nomades, qui la traversent quotidiennement. Par ailleurs, ces dernières décennies, des communautés se sont déplacées de part et d'autre de la frontière au gré des aléas climatiques, des persécutions politiques ou des guerres.¹² En raison de la densité des liens ethniques et commerciaux, et des relations historiquement difficiles entre ces deux pays, les conflits au Tchad et au Soudan se sont souvent influencés mutuellement sans pour autant se superposer. Ainsi, quand le conflit éclate au Darfour en 2003, il provoque non seulement un afflux massif de réfugiés à l'Est du Tchad mais attise également des antagonismes ethniques dans cette région.

Face à l'instabilité croissante au Tchad oriental, la communauté internationale y a déployé en 2008 un duo de missions de maintien de la paix : une force européenne (EUFOR Tchad/RCA) et la Mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad (Minurcat), qui a pris en 2009 le relais de la première et dont le mandat a couru jusqu'à décembre 2010. Ces missions, qui n'avaient aucun mandat politique,

⁶ Youssouf Togoïmi, alors préfet de Ouaddaï et futur rebelle du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT), tenta sans succès de raisonner l'armée. « Marginalité de l'Etat et violences sociales au Far Est (Tchad oriental) », op. cit.

⁷ « Tchad : l'opposant Ibni Oumar Mahamat Saleh a disparu il y a dix ans », RFI, 3 février 2018.

⁸ Pour une présentation de l'histoire et des causes profondes des insurrections à l'Est du Tchad, voir Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable* (Paris, 1987) ; Mohamed Tétémadi Bangoura, *Violence politique et conflits en Afrique : le cas du Tchad* (Paris, 2006) ; et le rapport Afrique de Crisis Group N°144, *Tchad : vers un nouveau cadre de résolution de la crise*, 24 septembre 2008.

⁹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°149, *Tchad : la poudrière de l'Est*, 15 avril 2009.

¹⁰ Q&A de Crisis Group, « Au Tchad, l'incursion des rebelles dévoile les fragilités du pouvoir », 13 février 2019.

¹¹ « Marginalité de l'Etat et violences sociales au Far Est (Tchad oriental) », op. cit.

¹² Jérôme Tubiana, « La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la "darfourisation" du Tchad : mythes et réalité », Small Arms Survey, avril 2008.

devaient circonscrire les dynamiques de contagion sécuritaire depuis le Soudan, protéger les civils et réduire l'insécurité dans les camps de réfugiés et leurs alentours.¹³

Ce rapport analyse la récente montée des tensions entre populations arabes et non arabes à l'Est du Tchad. La distinction entre « Arabes » et « non Arabes » n'est pas évidente. Des populations dites arabes habitent dans toutes les régions du Tchad et sont parfois rattachées à des classifications ethniques classiques, mais pas toujours. Ainsi, certains Tchadiens dont la langue maternelle est l'arabe sont souvent, par facilité, présentés comme arabes sans que leur appartenance à un groupe ethnique particulier soit établie. De même, à l'Est du Tchad, la catégorisation en autochtone (ou encore de Ouaddaïen) renvoie à des considérations plus ethniques qu'historiques : le terme y désigne communément les populations sédentaires issues de groupes ethniques identifiés, par opposition aux groupes nomades, même si eux aussi peuplent souvent ces régions depuis longtemps.¹⁴

Comme le montre la crise au Tchad oriental, la stature du pays sur la scène régionale et son rôle dans la lutte contre le terrorisme au Sahel lui permettent de moins en moins de masquer ses fortes fragilités internes. Ce rapport s'inscrit dans la continuité des travaux de Crisis Group sur les régions instables du Sahel et décrit les facteurs qui sont à l'origine des conflits intercommunautaires observés en 2019 à l'Est du pays. Il analyse l'évolution des réponses de l'Etat tchadien, présente leurs limites et formule des recommandations pour éviter une déstabilisation de la région à court ou moyen terme.

Ce rapport s'appuie sur une soixantaine d'entretiens réalisés dans l'Est du Tchad à Abéché, Farchana, Tiré ainsi qu'à N'Djamena et à Paris avec des membres de la société civile, des organisations des droits humains, des hommes politiques tchadiens, des acteurs économiques, des chefs traditionnels et religieux, des responsables des forces de sécurité, des acteurs humanitaires et de développement et des partenaires internationaux du Tchad.

¹³ Pour une analyse plus approfondie de ces missions, voir Churruca C. (2015), « EUFOR Chad/CAR Mission on the Protection of Civilians: A Distinctive EU Way to Peace Operations », dans Galantino M.G., Freire M.R. (eds), *Managing Crises, Making Peace. Towards a Strategic EU Vision for Security and Defense* (Londres, 2015), pp. 216-235 ; et Alexandra Novosseloff et Richard Gowan, « Security Council Working Methods and UN Peace Operations: The Case of Chad and the Central African Republic, 2006-2010 », Center on International Cooperation, avril 2012.

¹⁴ Parmi les très nombreux groupes ethniques présents au Ouaddaï et au Sila, on trouve des Maba, des Mimi, des Massalit, des Tama, des Zaghawa, des Sinyar, des Kadjeske, des Moubi, des Kibet, des Dagal, des Dajo, des Rumah, et des Mouro.

II. Une crise qui dépasse les conflits entre agriculteurs et éleveurs

Les récentes violences intercommunautaires à l'Est du Tchad résultent d'une série de facteurs. Elles sont d'abord le résultat d'un mouvement ancien mais croissant de sédentarisation des éleveurs nomades venus du nord dans les régions sahéliennes du centre du Tchad, y compris au Ouaddaï et au Sila. Ce processus, lié en premier lieu à des facteurs climatiques, est devenu social et politique. Les tensions qu'il génère dépassent largement le cadre classique des conflits entre agriculteurs et éleveurs, fréquents dans la région. L'installation ou l'implantation de nouveaux groupes d'éleveurs suscite de profondes angoisses chez les populations dites autochtones. Celles-ci craignent d'être dépossédées de leur pouvoir politique, de leurs chefferies traditionnelles et de leur accès à la terre. De leur côté, les nomades, notamment arabes, se plaignent d'être stigmatisés et perçus comme des étrangers dans une région où ils ont historiquement joué un rôle majeur.

Ces conflits prennent de l'ampleur car ils se doublent aujourd'hui d'une crise de confiance entre les populations et les autorités, accusées de prendre parti et d'être corrompues. Les agriculteurs soupçonnent souvent les responsables locaux de gendarmerie, les gouverneurs, les préfets et les militaires de favoriser les éleveurs, soit parce qu'ils possèdent eux-mêmes des troupeaux, soit parce qu'ils agiraient en service commandé pour des propriétaires influents.¹⁵

Les conflits qui frappent le Tchad oriental s'inscrivent également dans un contexte régional remodelé par la chute du président soudanais Omar el-Béchir. Les autorités tchadiennes ont d'abord tenté de présenter la crise actuelle à l'Est comme un simple débordement des troubles soudanais. En août 2019, Idriss Déby disait à ce propos : « ce conflit intercommunautaire est lié au désordre qui dégénère au Soudan ». ¹⁶ En réalité, la violence à l'Est résulte principalement de problèmes locaux et non d'une exportation des problèmes soudanais. ¹⁷ Mais dans cette région frontalière très lourdement affectée par la crise au Darfour et la guerre par procuration que se sont menés le Tchad et le Soudan dans les années 2000, l'évolution de la situation à Khartoum ne laisse personne indifférent.

A l'époque, la crise au Darfour avait exacerbé les problèmes locaux et envenimé les relations entre les différents groupes ethniques à l'Est du Tchad. En quelques années, les combats dans la région et la multiplication des attaques des milices soudanaises Janjawid, recrutant principalement parmi des communautés nomades arabes, contre des villages tchadiens, avaient provoqué le déplacement interne de plus de 170 000 civils. ¹⁸ Les Arabes tchadiens ainsi que les ethnies non arabes étaient aussi

¹⁵ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile tchadienne, N'Djamena et Abéché, septembre 2019.

¹⁶ « Affrontements dans l'est du Tchad : le président Déby met en cause la situation au Soudan », France info, 19 août 2019.

¹⁷ Sur les diverses origines et formes de militarisation des crises au Darfour et au Tchad, voir Roland Marchal, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits ? », *Politique africaine*, no. 102 (2006), pp. 135-154.

¹⁸ Pour plus d'informations sur ces attaques, voir « "Ils sont venus pour nous tuer". Attaques de milices et agressions ethniques contre les civils à l'est du Tchad », Human Rights Watch, janvier

influencés par les échos du Darfour. L'idéologie radicale véhiculée par les Janjawid avait incité une partie des Arabes tchadiens à chasser les tribus non arabes et à revendiquer leurs terres.¹⁹ Les récits des atrocités que leur rapportaient les réfugiés fuyant le Darfour avaient poussé les ethnies non arabes à une forme de stigmatisation et de méfiance à l'égard des populations arabes tchadiennes dans leur ensemble.

La normalisation en 2010 des relations entre le Tchad et le Soudan a changé la donne.²⁰ Mais les ressentiments restent forts et les conflits actuels entre populations arabes et non arabes sont aussi le produit de cette histoire.

A. De la méfiance à l'hostilité

Le bilan humain des conflits intercommunautaires au Tchad oriental a été particulièrement lourd en mai et en août 2019. Les affrontements auraient fait plusieurs centaines de morts, déplacé plusieurs milliers de personnes et abouti à de très fortes tensions entre communautés arabes et non arabes.²¹ Ces tensions ne sont pas nouvelles mais se sont distinguées en 2019 par leur effet de contagion géographique, par l'apparition d'une violence par association – certains individus ont été visés en raison de leur appartenance ethnique – et par la mobilisation importante d'armes de guerres, que les autorités ont qualifiée de « course à l'armement ». ²² Selon de nombreux Tchadiens rencontrés à N'Djamena et Abéché dont, des membres d'organisations des droits humains qui ont travaillé sur la genèse de ces conflits, les violences de 2019 constituent le paroxysme d'une série d'affrontements qui ont fait l'objet de plusieurs trêves et accords de paix précaires depuis fin 2016.²³

Depuis plusieurs années, l'Est est le théâtre de violences ponctuelles et localisées. Ainsi, de simples piétinements d'animaux dans les champs, comme dans le village de

2007 ; et « Tchad : "Sommes-nous citoyens de ce pays ?" Les civils tchadiens laissés sans protection face aux attaques des Janjawids », Amnesty international, janvier 2007. Pour les éléments contextuels, voir « La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la "darfourisation" du Tchad : mythes et réalité », op. cit. Entre le début de la crise au Darfour et 2010, 170 000 ou 180 000 tchadiens ont été déplacés en raison des conflits et entre 200 000 et 250 000 Soudanais ont trouvé refuge au Tchad. Voir « Réfugiés et déplacés dans l'Est du Tchad », EchoGéo, Sur le Vif, mis en ligne le 13 novembre 2007, consulté le 12 novembre 2019.

¹⁹ Rapport de Crisis Group, *Tchad : la poudrière de l'Est*, op. cit.

²⁰ Après près d'une décennie de guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan qui consistait pour N'Djamena et Khartoum à armer et soutenir les rébellions de son voisin, les deux pays ont normalisé leur relation début 2010 et signé un accord sur la sécurité de leur frontière commune. Une force mixte composée de plusieurs milliers d'hommes a été créée à cet effet.

²¹ Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 5 200 personnes ont été déplacées dans les sous-préfectures de Chokoyan et Marfa, situées dans le département du Ouara. « Tchad – suivi des urgences », matrice de suivi des déplacements, rapport 21, OIM, 23 août 2019. Selon une ONG internationale qui, à l'Est du Tchad, travaille notamment dans la prise en charge de la santé primaire et de la malnutrition, ces ménages déplacés sont revenus dans les villages qu'ils avaient quittés il y a plusieurs années pour exploiter des terres cultivables.

²² « Tchad : les instructions de Déby pour freiner la course à l'armement des civils », Alwhida, 5 octobre 2019.

²³ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile tchadienne, N'Djamena, Abéché, septembre 2019. « Rapport de mission du 10 au 16 juin 2019 dans les provinces du Ouaddaï et du Sila », Convention tchadienne de défense des droits de l'Homme (CTDDH), Collectif des associations de défense des droits de l'Homme (CADH) et Droits de l'Homme sans frontières (DHSF), juin 2019.

Tiré en décembre 2016, ou encore dans la sous-préfecture de Chokoyan en décembre 2017, ont dégénéré en conflits mobilisant parfois des soutiens venus de grandes villes comme Abéché et faisant plusieurs dizaines de morts. En octobre 2018, un nouveau conflit intercommunautaire sanglant oppose des Arabes du canton Zakhawa (ne pas confondre avec les Zaghawa) et des Ouaddaïens à Guerri dans le département du Ouara, transformant un sentiment de méfiance réciproque en une hostilité ouverte et généralisée.²⁴

Mai 2019 constitue un point de bascule. Le 14 mai, un feu de brousse d'origine inconnue se déclare dans la montagne Khichem, dans la sous-préfecture de Marfa. Les communautés arabes et non arabes se soupçonnent mutuellement d'en être l'auteur et une série d'actes d'intimidation, de tirs et de vols d'animaux sont rapidement commis. Chaque groupe est sur la défensive. Les populations des *ferricks* (villages arabes) se sentent en insécurité et cherchent des soutiens qui convergent vers la zone de conflit. Le soir du 16 mai 2019 et le 17 au matin, plusieurs attaques sont menées sur des villages ouaddaïens de Dressa et d'Agane, où six personnes sont tuées à la sortie de la mosquée.²⁵ Ceci marque le début d'un engrenage communautaire de la violence.

Trois mois plus tard, en août 2019, la découverte du corps d'un jeune éleveur arabe dans un village de la sous-préfecture de Wadi Hamra entraîne une nouvelle flambée de violence entre sa communauté et des populations dites ouaddaïennes.²⁶ Au même moment, d'autres problèmes spécifiques au Sila contribuent à la hausse des violences à l'Est. Ainsi, un conflit latent entre communautés Dajo et Mouro dans les environs du marché de Kerfi dégénère en août et fait plusieurs dizaines de morts.²⁷ D'origine très lointaine, ce conflit qui oppose deux cantons pour le contrôle de certaines villes et marchés stratégiques n'a jamais été réglé. Apparemment indépendant des autres foyers de tensions du Ouaddaï et du Sila, il pourrait cependant les alimenter si de nouvelles alliances devaient se tisser entre plusieurs groupes en conflits à l'Est, comme ce fut le cas il y a une dizaine d'années avec certains groupes Janjawid.²⁸

Au départ localisés et impliquant peu de protagonistes, ces conflits ont depuis 2019 touché des communautés entières et mobilisé bien au-delà des villages et régions directement concernés. Ainsi, à N'Djamena, à plusieurs centaines de kilomètres de l'épicentre des violences, certains cadres originaires de ces régions disent être animés par un sentiment de vengeance et vouloir défendre leurs frères.²⁹ Par ailleurs, des groupes arabes venus du Soudan auraient franchi la frontière en mai 2019 pour intervenir dans les conflits locaux en faveur des communautés arabes.³⁰ Il est néanmoins difficile de déterminer s'il s'agissait simplement de banditisme ou si cela constituait l'ébauche d'une solidarité transfrontalière plus organisée. Plusieurs chefs de

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid.

²⁶ « Après des violences, le président Idriss Déby déclare l'état d'urgence dans l'est du Tchad », *Le Monde*, 19 août 2019.

²⁷ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, autorités traditionnelles originaires du Sila, ONG, N'Djamena, septembre 2019. Pour plus de détails, voir l'annexe C.

²⁸ Voir annexe C.

²⁹ Entretiens de Crisis Group, cadres de la fonction publique et homme politique originaires de la région, N'Djamena, septembre 2019.

³⁰ Ibid.

ferricks ont reconnu la présence de ces groupes mais ont juré sur le Coran ne pas les connaître.³¹

En 2019, une faible milicianisation du conflit a été observée. L'organisation de certaines attaques montre un degré de planification ; un système de cotisations aurait été élaboré pour l'achat d'armes et des combattants d'anciennes rébellions ouaddaïennes auraient participé au recrutement et à la formation de jeunes hommes au maniement d'armes à feu.³² Le degré d'organisation de ces groupes doit néanmoins être relativisé. Aucune création de milice ou de mouvement armé à proprement parler n'a été revendiquée, comme ce fut si souvent le cas par le passé.

En revanche, les réseaux sociaux font leur œuvre et sur plusieurs groupes Whats App que Crisis Group a pu consulter, chaque camp appelle à la mobilisation ou diffuse des rumeurs infondées d'attaques ou de meurtres.³³ La suspension des réseaux sociaux de mars 2018 à juillet 2019 – l'une des plus longues jamais observées dans le monde – n'a rien changé aux dynamiques conflictuelles à l'Est du fait de l'utilisation de réseaux privés virtuels (VPN).³⁴

En même temps qu'ils se communautarisent, ces conflits se politisent. Selon des sources crédibles, des acteurs de premier plan, proches du président, auraient ainsi tenté de faire pression sur les autorités provinciales, qui se retrouvent prisonnières d'injonctions contradictoires. Bichara Issa Djadallah, cadre arabe, chef d'état-major particulier du président, ancien ministre de la Défense et ex-gouverneur du Ouaddaï, aurait mis en garde son successeur dans la région, Adoum Forteye, contre un désarmement des Arabes.³⁵ Mais le Ouaddaïen Ahmat Bachir, plusieurs fois ministre, notamment de la Sécurité publique, aurait quant à lui reproché ouvertement au gouverneur de désarmer les agriculteurs et de ne pas toucher aux éleveurs.³⁶ La gestion de la situation à l'Est divise au plus haut niveau de l'Etat, y compris dans l'entourage du président.

B. *Les causes profondes du conflit*

1. Une mobilité pastorale qui redessine les équilibres démographiques

Les périodes de grande sécheresse des années 1980 ont conduit à une profonde re-composition démographique du grand Est, accompagnée d'une pression accrue sur les ressources naturelles. Des habitants de Biltine, au Wadi Fira, ont migré vers le

³¹ Entretiens de Crisis Group, chefs traditionnels, Abéché, juin 2019.

³² Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, N'Djamena, Abéché, septembre 2019.

³³ Messages WhatsApp consultés par Crisis Group, août et septembre 2019. Au Tchad, l'usage des réseaux sociaux et de WhatsApp pour mobiliser lors de conflits est fréquente. Ce fut le cas à Miski ou encore plus récemment à l'Est du Tchad. Les chefs des rébellions tchadiennes ont d'ailleurs conscience de l'importance des réseaux sociaux : « le monde a changé. Les jeunes d'aujourd'hui ultraconnectés n'attendent pas les ordres passivement », déclarait Ali Mahadi Mahamat, qui dirige actuellement le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), « Mahamat Mahadi Ali, la rose et le glaive », *Libération*, 29 mai 2017.

³⁴ « Chad's president could stay on until 2033 under proposed reforms », Reuters, 28 mars 2018; et « This African country has had a yearlong ban on social media. Here's what's behind the blackout », *Time*, 28 mars 2019

³⁵ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, N'Djamena, septembre 2019.

³⁶ Ibid.

sud pour s'installer dans le département du Ouara (région du Ouaddaï) mais surtout dans la région du Sila, où les terres sont plus fertiles.³⁷ Les éleveurs transhumants ont également accéléré leur descente vers le sud et beaucoup se sont même sédentarisés au Ouaddaï ou au Sila en diversifiant leurs activités. Ces régions se sont progressivement transformées. Le Nord du Ouaddaï est devenu une grande zone de pâturage pour les troupeaux des éleveurs zaghawa, arabes et goranes originaires du Nord. La population du Sila, quant à elle, a selon certaines études été multipliée par quatre entre 1964 et 1993 et continuerait à croître avec des « villages [qui] poussent d'année en année ».³⁸

Dans ces régions où la mobilité est forte, la cohabitation entre populations autochtones et populations récemment installées a souvent été difficile. Dans les années 1990, de très violents affrontements ont opposé Tama et Zaghawa à Biltine. Après l'arrivée d'Idriss Déby au pouvoir, des Zaghawa ont commencé à se comporter en groupe dominant au sud de Biltine, où ils étaient pourtant minoritaires, et à se livrer à une série d'actes violents et humiliants à l'égard des Tama, mais aussi des Gorane et des Massalit.³⁹ Dans le Sila, l'arrivée de commerçants ouaddaïens, en particulier ceux des groupes ethniques Mimi et Maba, a également nourri des jalousies sociales au sein des populations et des notables de l'ethnie Dajo, alors majoritaire. Dans cette même région, l'arrivée d'éleveurs arabes et l'augmentation des cheptels a abouti à une multiplication des conflits et transformé les points d'eau en citadelles à défendre. Jusqu'ici, ces conflits étaient cependant souvent circonscrits grâce à la médiation des chefs traditionnels et à des solidarités anciennes.

Mais l'accroissement des cheptels, l'extension des cultures et la sédentarisation progressive des éleveurs ont fragilisé ces mécanismes locaux de résolution des conflits. Ces derniers mois, des digues ont sauté et ces conflits se sont cristallisés autour d'une ligne de fracture entre populations arabes et non arabes, faisant écho aux épisodes de violences survenus dans les années 2000 à la suite de la crise au Darfour.

2. La montée des angoisses identitaires

Les communautés majoritaires au Ouaddaï, dont les Maba, à la tête du sultanat, craignent que l'installation de ces nouveaux groupes d'éleveurs, essentiellement arabes, modifient les équilibres démographiques et la distribution des terres et surtout les privent de leur pouvoir local. Ils reprochent par exemple aux transhumants de ne pas respecter les traditions consistant à prendre contact en amont de leur arrivée avec les autorités traditionnelles locales et aux groupes qui se sédentarisent de chercher à obtenir des chefferies traditionnelles autonomes et d'utiliser des points d'eau sans permission.⁴⁰

Beaucoup d'habitants de la région voient dans le mouvement de sédentarisation de nouvelles populations arabes au Ouaddaï et au Sila la main invisible d'une élite arabe qui aspire à jouer un rôle important au Tchad, comme c'est déjà le cas au Soudan. Cette élite chercherait selon eux à fixer des populations pour se constituer une

³⁷ Rapport de Crisis Group, *Tchad : la poudrière de l'Est*, op. cit.

³⁸ « Marginalité de l'Etat et violences sociales au Far Est (Tchad oriental) », op. cit.

³⁹ Rapport de Crisis Group, *Tchad : la poudrière de l'Est*, op. cit.

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, député, membres de la société civile, chefs traditionnels, N'Djamena, Abéché, juin et août 2019.

base sociale et politique.⁴¹ « Lorsque les populations ont un mode de vie nomade, elles ne pèsent pas politiquement. Elles ne vont pas voter, n'ont pas de chefferies traditionnelles implantées et stables, ne sont pas en mesure de revendiquer une terre et finalement passent complètement à côté de la politique », confie un ancien ministre et membre de l'opposition.⁴²

Les citoyens, chefs traditionnels et associations arabes interrogés font entendre un tout autre son de cloche. Selon les membres d'une ONG créée en 1999 et qui promeut la sédentarisation des nomades, celle-ci répond avant tout au besoin des populations nomades d'accéder aux services sociaux et de scolariser leurs enfants, y compris dans des écoles coraniques : « nous menons des actions de sensibilisation et avons construit une école coranique au sud d'Abéché, communément appelée Mabrouka. Cela a aidé les éleveurs nomades, en majorité arabes, à se sédentariser ». ⁴³ Des membres arabes de la société civile d'Abéché accusent les Ouaddaïens de vouloir les écarter des affaires publiques et de les exclure des structures collectives comme les partis politiques : « Quand ils veulent mettre en place un bureau politique, ils désignent uniquement les leurs et ne présentent que des candidats dits ouaddaïens aux postes électifs ». ⁴⁴

Ces conflits intercommunautaires s'accompagnent de préjugés. Les Arabes sont souvent accusés de racisme et l'idée d'un « plan arabe » consistant à asseoir leur hégémonie au Ouaddaï revient sans cesse dans les entretiens de Crisis Group à l'Est du Tchad mais aussi à N'Djamena.⁴⁵ La doctrine pro-arabe jadis affichée par l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et ses alliances avec des groupes nomades arabes tchadiens comme le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) dans les années 1980, ou plus tard le discours suprématiste arabe des Janjawid, ont ancré l'idée que les Arabes voulaient asseoir leur domination avec des appuis extérieurs. « Les Arabes sont déterminés à faire à l'Est du Tchad, surtout au Ouaddaï, ce qu'ils ont fait au Darfour : s'accaparer les terres et nettoyer le Ouaddaï », estime un acteur humanitaire.⁴⁶ L'ascension fulgurante du chef Janjawid Mohamed Hamdan Dagalo dit Hemedti, qui après avoir travaillé au service du président soudanais, a contribué à sa chute et occupe aujourd'hui une place centrale sur l'échiquier politique et sécuritaire au Soudan, a renforcé ces craintes collectives.⁴⁷

Ces problématiques sont d'autant plus inquiétantes qu'elles s'invitent également dans le débat public national, où l'idée que le pouvoir répond à des logiques communautaires et ethniques est tenace. Un intime du président confie à Crisis Group : « Le pouvoir est comme les saisons. Les sudistes ont eu accès au pouvoir, les Go-

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, chefs traditionnels, hommes politiques, acteurs économiques, N'Djamena, Abéché, Tiré, Farchana, juin et septembre 2019.

⁴² Entretien de Crisis Group, homme politique tchadien, N'Djamena, septembre 2019.

⁴³ Entretien de Crisis Group, membre d'une ONG tchadienne, Abéché, septembre 2019.

⁴⁴ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Abéché, septembre 2019.

⁴⁵ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, chefs traditionnels, hommes politiques, acteurs économiques, N'Djamena, Abéché, Tiré, Farchana, juin et septembre 2019.

⁴⁶ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire tchadien, Abéché, septembre 2019.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group, député, membres de la société civile, chefs traditionnels, N'Djamena, Abéché, juin et août 2019. Sur le parcours d'Hemedti, voir « The man who terrorised Darfur is leading Sudan's supposed transition », *Foreign Policy*, 14 mai 2019.

ranes et les Zaghawa également, les Arabes qui sont les plus nombreux attendent leur tour ». ⁴⁸

Les dirigeants tchadiens ont souvent brandi une « menace arabe » par le passé. A son arrivée au pouvoir en 1982, l'ancien président Hissène Habré, en conflit avec Tripoli, a eu recours à un discours anti-arabe, présentant les Arabes tchadiens comme des supplétifs de la Libye. Victimes de persécutions politiques, beaucoup de jeunes Arabes sont alors partis en Libye, mais aussi au Darfour. Parmi eux, des Mahariya Awlad Mansur emmenés par Juma Dogola sont allés à Nyala au Sud Darfour. ⁴⁹ Ce dernier, oncle d'Hemedti, est devenu comme lui un chef Janjawid. ⁵⁰

L'arrivée d'Idriss Déby à la tête de l'Etat a rebattu les cartes. Le nouveau président a rapidement tenu à associer certains cadres arabes à l'exercice du pouvoir, en nommant plusieurs membres arabes du Parti pour les libertés et le développement (PLD) au gouvernement. Des initiatives qui lui ont valu des fidélités durables. Ainsi, au moment de la candidature à la présidence de la République en 2001 du fondateur du PLD, Ibni Oumar Mahamat Saleh (disparu depuis), qui mettait fin à l'alliance politique entre le PLD et le Mouvement patriotique du Salut (MPS) de Déby, les cadres arabes ont décidé de se départir de la ligne du parti et de rester au gouvernement. ⁵¹ La crise au Darfour a certes refroidi ces relations, le pouvoir accusant hâtivement les Arabes à l'Est du Tchad d'être les supplétifs du Soudan, mais depuis, « de l'eau a passé sous les ponts ». ⁵²

Aujourd'hui, Déby continue de ménager cette élite arabe. Il a ainsi fait nommer plusieurs dirigeants arabes à des postes importants : l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mahamat Saleh Annadif a pris la tête de la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) ; Bichara Issa Djadallah, cousin d'Hemedti, est devenu ministre de la Défense puis son chef d'état-major particulier ; Acheick Ibn Omar, ancien ministre des Affaires étrangères, est son conseiller diplomatique ; et Rakhis Manany, ancien ministre des Postes et des Communications, est aujourd'hui à la tête d'une société tchadienne d'assurance. ⁵³

La présence de cadres arabes dans le premier cercle de Déby, leur poids significatif dans une armée souvent résumée à l'acronyme GAZ (Goranes, Arabes, Zaghawa) et les soutiens dont ils bénéficient dans la région font dire à des proches du président et à des figures de l'opposition qu'ils pourraient vouloir se positionner pour « l'après Déby ». ⁵⁴ Ce climat de suspicion à l'égard des Arabes est palpable à N'Djamena et

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, proche du président Idriss Déby, N'Djamena, juillet 2019.

⁴⁹ « La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la "darfourisation" du Tchad : mythes et réalité », op. cit.

⁵⁰ Pour plus d'informations sur la chute d'Omar el-Béchir et les défis auxquels font face les figures de la transition politique soudanaise, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°281, *Safeguarding Sudan's Revolution*, 21 octobre 2019.

⁵¹ Entretien de Crisis Group, hommes politiques tchadiens, N'Djamena, septembre 2019.

⁵² Entretien de Crisis Group, homme politique tchadien, N'Djamena, septembre 2019. Voir aussi Roland Marchal, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits ? », op. cit.

⁵³ « Mahamat Saleh Annadif : un Tchadien à la tête de l'ONU au Mali », RFI, 15 janvier 2016. Entretien de Crisis Group, acteurs économiques et politiques, N'Djamena, août 2019.

⁵⁴ Parmi les haut-gradés arabes de l'armée, l'ancien chef d'état-major Brahim Saidi Mahamat et l'actuel chef d'état-major particulier du président Bichara Issa Djadallah, sont des figures connues des Tchadiens. Entretien de Crisis Group, proches du président, N'Djamena, juillet et septembre 2019.

plus encore à l'Est. Ces inquiétudes doivent être prises au sérieux car elles portent en elles les germes de violences futures.

III. Dynamiques régionales : quels sont les risques ?

Depuis la chute d'Omar el-Béchet au Soudan, N'Djamena observe son voisin avec anxiété. A l'instar de l'ancien président soudanais, les dirigeants tchadiens sont confrontés à l'usure du temps, aux dissensions internes et à un contexte économique dégradé, propice aux soulèvements populaires. La période électorale prévue en 2020 suscite jusqu'ici peu d'engouement mais pourrait être une séquence politique à risque pour le pouvoir si la société civile tchadienne décidait de s'inspirer de ses voisins soudanais.

Les événements au Soudan génèrent aussi des incertitudes sur la viabilité du pacte de non-agression conclu entre le Soudan et le Tchad, et de l'accord passé en 2010 entre Béchet et Déby, qui a mis fin à une guerre par groupes armés interposés, permis de sécuriser la frontière entre les deux pays et apaisé les tensions à l'Est du Tchad.⁵⁵ Ces derniers mois, l'affaiblissement, certes relatif, de la force mixte positionnée à la frontière a sans doute facilité des afflux d'armes venus du Soudan, l'augmentation des trafics et le franchissement de la frontière par quelques groupes de soutien arabes en mai. L'opération de rapatriement de plusieurs milliers de Soudanais réfugiés au Tchad, qui devait être menée dans le cadre de l'accord tripartite entre l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le Tchad et le Soudan, a par ailleurs été suspendue après la chute d'el-Béchet.⁵⁶

L'accord signé en août 2019 à Khartoum, qui pose les jalons de la transition soudanaise et prévoit des élections générales fin 2022, est une grande avancée qu'une majorité des acteurs internationaux et régionaux ont saluée et soutenue.⁵⁷ Mais du point de vue tchadien, il ne constitue pas encore une garantie de stabilité à moyen terme.

A. Des incertitudes sur l'avenir des relations tchado-soudanaises

Omar el-Béchet et Idriss Déby affichaient depuis plusieurs années une entente solide et sont restés étroitement en contact jusqu'à la destitution du président soudanais le 11 avril 2019. Le président Déby avait fait plusieurs visites au Soudan au cours des mois précédents et y était encore une semaine plus tôt, le 4 avril. « Contrairement à d'autres, Déby n'a jamais lâché Béchet », confie un diplomate.⁵⁸ Lors de sa dernière visite au Tchad en décembre 2018, el-Béchet avait logé au Palais présidentiel, un privilège assez rare pour être souligné.

Déterminé à faire vivre l'accord tchado-soudanais, Déby tente de conserver de bonnes relations avec les nouveaux dirigeants soudanais. Des émissaires soudanais sont venus à N'Djamena à plusieurs reprises ces derniers mois et le président tchadien est allé à Khartoum en août à l'occasion de la signature de l'accord de transition. Selon un témoin sur place, il a néanmoins reçu un accueil mitigé de la part de nombreux civils soudanais présents lors de la cérémonie, alors que les médiateurs officiels de la crise soudanaise, dont le Premier ministre éthiopien et les représen-

⁵⁵ Lors du rapprochement entre le Soudan et le Tchad à la fin des années 2000, leurs dirigeants se sont engagés à ne plus soutenir les rébellions du pays voisin et à passer un pacte de non-agression.

⁵⁶ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2019.

⁵⁷ « Soudan : les défis de l'accord sur la transition », RFI, 5 août 2019.

⁵⁸ Entretien de Crisis Group, diplomate, N'Djamena, septembre 2019.

tants de l'Union africaine, étaient chaleureusement applaudis. Déby est d'ailleurs parti avant la fin de la cérémonie pour se rendre à Abéché.⁵⁹ En décembre 2019, Déby a reçu à N'Djamena le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, pour discuter notamment du renforcement de la force mixte Tchad-Soudan, affaiblie par le départ de militaires soudanais.⁶⁰ Les autorités soudanaises auraient récemment déployé des forces supplémentaires à la frontière pour pallier ce problème, et les deux pays échangeraient des renseignements.⁶¹

Le président et une partie de la classe politique tchadienne considèrent que seuls des hommes forts peuvent garantir une forme de stabilité dans les pays voisins. Une vision qui l'a poussé à soutenir Khalifa Haftar en Libye mais aussi à plaider dès la chute d'el-Béchar pour qu'Hemedti fasse partie de la solution politique au Soudan.⁶² L'ancien chef de guerre au Darfour, qui siège aujourd'hui au sein du Conseil souverain du Soudan, chargé de piloter la transition, est en effet très puissant militairement.⁶³ Il dirige plusieurs dizaines de milliers d'hommes et bénéficie de financements et de soutiens politiques extérieurs, notamment émiratis.⁶⁴ Idriss Déby l'a d'ailleurs reçu à plusieurs reprises lors de rencontres sans doute facilitées par le cousin d'Hemedti, Djadallah, son actuel chef d'état-major particulier.⁶⁵

N'Djamena s'est activé en coulisses sur le dossier soudanais, endossant à nouveau le rôle de médiateur que Déby a longtemps joué au Darfour, avec plus ou moins de succès. En juillet 2019, le président a organisé une rencontre entre Mini Minawi, chef d'une faction rebelle de l'Armée de libération du Soudan, Hemedti et un représentant du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), groupe rebelle darfourien, au

⁵⁹ Entretien de Crisis Group, homme politique tchadien, N'Djamena, septembre 2019.

⁶⁰ Les deux responsables ont aussi échangé sur les relations économiques entre leurs pays et sur le processus politique soudanais. « Communiqué de presse conjoint Tchad-Soudan », N'Djamena, 16 décembre 2019. La force mixte aurait été fragilisée par le départ de certains soldats soudanais mais aussi par l'utilisation de troupes tchadiennes de la force mixte au Ouaddaï et au Sila dans le cadre de l'état d'urgence. Entretien de Crisis Group, expert militaire, N'Djamena, décembre 2019.

⁶¹ Entretien de Crisis Group, expert militaire, N'Djamena, décembre 2019.

⁶² Le maréchal Haftar commande l'Armée nationale libyenne (ANL), une force originellement basée à l'Est de la Libye et en conflit avec le gouvernement d'union nationale de Tripoli, soutenu par les Nations unies. Depuis plusieurs années, les autorités tchadiennes affichent leur soutien à Haftar, qui en contrepartie exerce une pression sur les groupes armés tchadiens au Sud de la Libye. Cette relation s'est renforcée en mai 2017 après l'attaque de la base de l'ANL à Brak Shati, au centre de la Libye, par des milices de Misrata, supposément suppléées par des rebelles tchadiens basés en Libye. Entretiens de Crisis Group, acteur politique tchadien et diplomate, N'Djamena, septembre 2019.

⁶³ Ce Conseil comprend des généraux et des figures de la contestation au Soudan. Pour en savoir plus, voir le rapport de Crisis Group, *Safeguarding Sudan's Revolution*, op. cit.

⁶⁴ Plusieurs diplomates indiquent que les Emirats arabes unis ont donné beaucoup d'argent à Hemedti après le renversement d'el-Béchar pour l'aider à consolider sa position sur la scène politique soudanaise en amont de l'accord de transition d'août 2019. Entretiens de Crisis Group, diplomates, Nairobi, Washington, mai et juillet 2019.

⁶⁵ En 2006, Djadallah, alors ministre tchadien de la Défense, aurait déjà invité son cousin Hemedti à N'Djamena pour signer un accord de non-agression avec Khalil Ibrahim, du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), un groupe rebelle darfourien, sans que Khartoum n'en soit informé. « The man who terrorised Darfur is leading Sudan's supposed transition », *Foreign Policy*, op. cit. ; et « Tchad : qui informe Idriss Déby Itno sur la situation au Soudan ? », *Jeune Afrique*, 21 juin 2019.

Palais présidentiel.⁶⁶ Selon un proche de Déby, ces discussions ont permis aux groupes darfouris autrefois concurrents de trouver un terrain d'entente : Mini Minawi cherchait à exister dans la nouvelle donne politique soudanaise et Hemedti avait besoin de parler au nom d'une région (le Darfour) pour accroître son poids politique.⁶⁷ Début novembre, Déby aurait par ailleurs invité un dirigeant du MJE, Djibril Ibrahim, à se rendre à N'Djamena pour échanger leur points de vue sur le processus de paix au Soudan.⁶⁸ Lors de la rencontre entre Déby et Hamdok en décembre, ce dernier a salué les efforts du Tchad pour faciliter le processus politique soudanais.⁶⁹

En dépit des contacts répétés du président tchadien avec Hemedti, l'ascension fulgurante du chef Janjawid suscite aussi des craintes très vives à l'Est du Tchad et plus largement dans la classe politique tchadienne. Des proches du président et des députés mettent en garde contre son caractère imprévisible : « s'il devait pour une raison ou une autre être écarté des responsabilités à Khartoum et revenir au Darfour, il pourrait nouer d'autres alliances, y compris avec des rebelles tchadiens, et menacer le Tchad ».⁷⁰

B. *Crainte d'un Darfour incontrôlable*

La stabilisation du Darfour, présentée comme un des chantiers importants de la transition politique au Soudan, semble difficile à réaliser à court ou moyen terme. Si l'intensité des conflits y a fortement baissé depuis la fin de la guerre qui a frappé la région dans les années 2000, les stigmates demeurent : une large population déplacée, des conflits intercommunautaires latents et des pics d'instabilité que la mission hybride des Nations unies et de l'Union africaine (Unamid) peine à contenir.

En octobre 2019 s'est ouverte une nouvelle étape des pourparlers de paix entre le Conseil souverain du Soudan et les rebelles des régions du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil Bleu, qui se déroulent à Juba et visent à conclure des accords de paix début 2020. Mais les obstacles sont nombreux. Le groupe rebelle le plus actif actuellement au Darfour, l'Armée de libération du Soudan d'Abdul-Wahid al-Nur, refuse jusqu'ici de prendre part à ces pourparlers, malgré une rencontre entre al-Nur et le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok à Paris en septembre 2019.⁷¹ En

⁶⁶ Mini Minawi est un chef rebelle zaghawa du Darfour qui dirige une faction de l'Armée de libération du Soudan. La plupart de ses forces sont aujourd'hui actives en Libye et combattent aux côtés d'Haftar. Le Mouvement pour la justice et l'égalité est (MJE) est un groupe rebelle darfourien fondé par un Zaghawa, Khalil Ibrahim. En 2008, le MJE lançait une offensive lui permettant de contrôler temporairement de nombreuses villes soudanaises et engageait de lourds combats contre les militaires dans l'Ouest de la capitale. Depuis la mort de Khalil Ibrahim en 2011, le MJE est affaibli. En plus du Darfour, le groupe maintient une présence au Sud-Soudan et certains de ses hommes combattent aujourd'hui en Libye, notamment aux côtés des brigades de défense de Benghazi et des milices de Misrata. Voir « Letter from the Panel of Experts on the Sudan established pursuant to resolution 1591 (2005) addressed to the President of the Security Council », UNSC S/2019/35, 10 janvier 2019.

⁶⁷ Entretien de Crisis Group, proche du président Déby, N'Djamena, septembre 2019.

⁶⁸ « JEM leader heads to Chad for talks on Sudan peace process », Sudan Tribune, 2 novembre 2019.

⁶⁹ « Communiqué de presse conjoint Tchad-Soudan », op. cit.

⁷⁰ Entretien de Crisis Group, proche du président et député, N'Djamena, juillet et septembre 2019.

⁷¹ « Rencontre à Paris entre le Premier ministre soudanais et l'un des chefs rebelles du Darfour », *La Croix*, 30 septembre 2019 ; et « Implement Sudan's revolution goals before peace talks: Abdel Wahid al-Nur », Sudan Tribune, 21 septembre 2019.

outre, le choix du Conseil souverain du Soudan de nommer Hemedti pour superviser ces négociations pourrait compliquer la recherche d'une solution durable. Les groupes armés autour de la table, comme la population, critiquent en effet son passé de chef de milices progouvernementales Janjawid sous el-Béehir.

Enfin, le devenir des « Rapid Support Forces » demeure une source d'inquiétudes au Soudan comme au Tchad.⁷² Devenues de véritables milices transnationales pouvant être à la fois déployées au Yémen, en Libye et dans les rues de Khartoum, les « Rapid Support Forces » conservent une base solide au Darfour. En effet, les hommes d'Hemedti contrôlent en grande partie cette région et en tirent l'essentiel de leurs ressources.⁷³ Vu du Tchad, cette présence est inquiétante : « ils peuvent couper la laisse avec leur leader et agir de manière autonome », s'alarme un homme politique à N'Djamena.⁷⁴

Les autorités tchadiennes craignent qu'à l'avenir, des miliciens tchadiens ayant rejoint les rangs des « Rapid Support Forces » ces dernières années se mobilisent et renforcent des conflits intercommunautaires à l'Est.⁷⁵ Au cours des quinze dernières années, beaucoup de chameliers et de jeunes hommes arabes sont partis du Tchad vers le Soudan en quête de meilleures perspectives. Le gouvernement soudanais a largement encouragé leur installation en leur attribuant des terres et en mettant sur pied des comités d'accueil pour les nouveaux arrivants. Certains ont continué à pratiquer l'élevage ou l'agriculture et d'autres, par appât du gain, ont rejoint les milices Janjawid. On compte ainsi beaucoup de Tchadiens au sein des forces irrégulières soudanaises, y compris au rang de général.⁷⁶ Si les conflits de grande envergure devaient reprendre à l'Est du Tchad entre les Ouaddaïens et les Arabes, les solidarités transfrontalières seraient sans nul doute mobilisées : « nos frères d'armes nous soutiendraient, ils ne pourraient pas rester les bras croisés », confie un chef traditionnel arabe.⁷⁷

⁷² Les « Rapid Support Forces » créées en 2013 sont des forces paramilitaires composées notamment de combattants Janjawid dirigés par Hemedti. Elles ont combattu pour le compte d'el-Béehir avant de participer à son renversement.

⁷³ « Letter from the Panel of Experts on the Sudan established pursuant to resolution 1591 (2005) addressed to the President of the Security Council », *op. cit.*

⁷⁴ Entretien de Crisis Group, homme politique tchadien, N'Djamena, septembre 2019.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile tchadienne, homme politique tchadien, N'Djamena, septembre 2019 ; et entretien téléphonique de Crisis Group, chercheur, septembre 2019.

⁷⁷ Entretien de Crisis Group, chef traditionnel, Abéché, N'Djamena, septembre 2019.

IV. Réponse des autorités tchadiennes aux conflits à l'Est

Les autorités tchadiennes s'inquiètent des violences à l'Est du pays, comme l'illustrent les très nombreux déplacements du chef de l'Etat et de ministres à Abéché et dans le Sila ces deux dernières années. Le gouvernement redoute que ces violences fassent tâche d'huile et contaminent d'autres régions et grandes villes du pays. Il craint surtout que la situation lui échappe et que se nouent à l'Est des alliances entre mécontents de tous bords, dont les membres de la communauté du président.

Face à la crise à l'Est, la réponse des autorités tchadiennes a évolué au cours de l'année 2019. Elles ont d'abord cherché à mettre la pression sur les autorités traditionnelles et à réorganiser l'administration locale. Parallèlement, les députés de la région, notamment, ont mené des missions de médiation et de sensibilisation dans le cadre d'une première mission du Haut conseil des collectivités autonomes et des chefferies traditionnelles (HCACT), et des représentants arabes et ouaddaïens ont signé des accords de paix.⁷⁸ Mais en l'absence de suivi, ils n'ont pas permis d'éviter une nouvelle escalade.

Le regain de violences en août marque un tournant et pousse les autorités à adopter une stratégie de reprise en main militaire de l'Est. De retour de Khartoum, le président convoque mi-août un Conseil des ministres extraordinaire et décrète l'état d'urgence au Ouaddaï, au Sila et au Tibesti.⁷⁹ Le dispositif militaire à l'Est est alors largement renforcé avec le déploiement de nouveaux contingents. Les autorités intensifient l'opération de désarmement déjà en cours, et multiplient les arrestations.⁸⁰ Elles durcissent aussi le ton. Le président déclare à Abéché en août : « Après trois tirs de sommation, si l'individu n'obtempère pas, il faut le tuer » ;⁸¹ lors d'une visite à Goz Beïda quelques jours plus tard, il aurait ajouté : « S'il y a encore des conflits entre Arabes et Ouaddaïens [...] vous en tuez dix de chaque côté afin de sauver la majorité ». ⁸² Face à ce que certains opposants et membres de la société civile ont qualifié de « permis de tuer », la présidence a tenu à rectifier le tir en nuancant les propos du chef de l'Etat dans un communiqué.⁸³

Le durcissement de la réponse de l'Etat à l'Est semble avoir permis une décompression sécuritaire et une baisse importante des affrontements intercommunautaires, mais risque de nourrir le ressentiment contre l'Etat. Elle s'accompagne en effet de contraintes et d'abus qui pèsent lourdement sur les populations. L'état d'urgence, en place au minimum jusqu'à janvier, et la militarisation de la région compromettent par ailleurs l'organisation des élections législatives, qui doivent se tenir en 2020, et la campagne électorale. Dans un tel contexte, le mécontentement à l'Est pourrait prendre un tour plus politique.

⁷⁸ Entretien de Crisis Group, député, N'Djamena, juillet 2019.

⁷⁹ « Après des violences, le président Idriss Déby déclare l'état d'urgence dans l'est du Tchad », op. cit.

⁸⁰ Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, autorités, N'Djamena, Abéché, septembre 2019.

⁸¹ « Tchad : Idriss Déby, adroit dans ses bottes », *Jeune Afrique*, 27 août 2019.

⁸² « Après des violences, le président Idriss Déby déclare l'état d'urgence dans l'est du Tchad », op. cit.

⁸³ Entretien de Crisis Group, diplomate, N'Djamena, septembre 2019.

A. *Etat d'urgence : une baisse des affrontements mais un mécontentement perceptible*

L'état d'urgence instauré le 20 août et prorogé pour quatre mois par l'Assemblée nationale le 10 septembre concerne les régions du Ouaddaï et du Sila, dans la partie orientale du pays, mais aussi le Tibesti dans le septentrion tchadien. Comme souvent au Tchad, il s'accompagne d'un canevas de mesures allant de la multiplication des contrôles en tout genre à l'instauration d'un couvre-feu, en passant par des interdictions de rassemblement et de mouvement. Les forces de l'ordre filtrent les entrées dans les grandes villes comme Abéché et ont fermé certains axes ; les autorités ont interdit les déplacements en moto sauf en ville, et prohibé les rassemblements importants.⁸⁴

Sur le court terme, la stratégie d'endiguement des violences intercommunautaires semble porter ses fruits. De l'avis de beaucoup d'habitants d'Abéché, de Farchana et de Tiré, l'état d'urgence, les contrôles fréquents de l'armée et l'opération de désarmement en cours ont permis une désescalade des conflits intercommunautaires et une baisse sensible de la criminalité en septembre, octobre et novembre.⁸⁵ Une partie de la population locale approuve donc ces mesures.

L'Est du Tchad reste pourtant une poudrière. Les fractures apparues avec force entre communautés en 2019 n'ont pas disparu, faisant craindre de nouveaux épisodes de violence. Par ailleurs, beaucoup d'habitants subissent le contrecoup de l'état d'urgence et de son application brutale. A Goz Beïda ou Abéché, la population accuse les militaires tchadiens d'exactions. « Ils viennent dans les maisons, prennent les motos, font sortir les gens de chez eux avant de les aligner par terre, commettent des actes de violence et d'intimidation », rapporte un acteur humanitaire.⁸⁶ Plusieurs associations de défense des droits humains dénoncent « des arrestations arbitraires, des violences et même des vols et rackets » commis par des militaires.⁸⁷ Les autorités, par la voix du ministre de la Défense et de la Sécurité publique, ont démenti ces accusations.⁸⁸

Les mesures liées à l'état d'urgence affectent aussi le commerce au Ouaddaï et au Sila. Les grands commerçants d'Abéché se plaignent de l'augmentation des tracasseries et des contrôles de l'armée.⁸⁹ Les militaires demandent à ce que les produits importés mis à la vente dans les magasins soient dédouanés immédiatement.⁹⁰ C'est en particulier le cas du sucre, qui fait effectivement l'objet d'un trafic plus important

⁸⁴ Communiqué N°019/PR/MATCTD/POD/SG/19 relatif à la mise en application des mesures de l'état d'urgence dans la province du Ouaddaï.

⁸⁵ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, chefs traditionnels, hommes politiques, acteurs économiques, N'Djamena, Abéché, Tiré, Farchana, juin et septembre 2019.

⁸⁶ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire basé à l'Est du pays, N'Djamena, septembre 2019.

⁸⁷ « Tchad : une association dénonce des exactions sous couvert de l'état d'urgence », RFI, 14 septembre 2019. En outre, le 3 décembre 2019, le militant des droits humains Mahamat Nour Ibedou, secrétaire général de la Convention tchadienne de défense des droits de l'Homme (CTDDH), qui a plusieurs fois évoqué des abus des forces de sécurité et des détentions arbitraires à l'Est pendant l'état d'urgence a été arrêté pour « meurtre et complicité de meurtre » et est aujourd'hui en détention. « Tchad : le militant Mahamat Nour Ibedou accusé de meurtre », RFI, 6 décembre 2019.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Entretiens de Crisis Group, commerçants, Abéché, septembre 2019.

⁹⁰ Entretien de Crisis Group, personnel onusien, N'Djamena, septembre 2019.

depuis quelques mois.⁹¹ Par ailleurs, la fermeture des frontières soudanaise et libyenne (néanmoins poreuses) fait obstacle à l'approvisionnement. Pour manifester leur mécontentement, les commerçants d'Abéché ont entamé des grèves en septembre, fermant les boutiques pendant trois jours.⁹² Dans la foulée, des commerçants de Goz Beïda, d'Oum Hadjer et d'Adré leur auraient emboité le pas. Les commerçants ont plaidé leur cause auprès du gouverneur, lui demandant d'assouplir certaines mesures de l'état d'urgence, sans succès.⁹³ Le gouvernement a tout de même précisé en septembre que des couloirs sont ouverts pour permettre aux produits de première nécessité d'être acheminés du Soudan et de la Libye.⁹⁴

L'état d'urgence pourrait aussi avoir des conséquences humanitaires, dans un pays où le taux de malnutrition est l'un des plus élevés au monde.⁹⁵ L'Est du pays n'échappe pas à cette réalité. Au Dar Sila, zone agricole relativement fertile qui avait vocation à devenir le grenier de l'Est, la situation nutritionnelle se dégrade de façon constante depuis plusieurs années et l'insécurité alimentaire touche des dizaines de milliers de personnes.⁹⁶ L'état d'urgence ajoute aux difficultés de ces régions en compliquant l'accès aux services et aux marchés hebdomadaires, mais aussi à l'aide humanitaire. L'interdiction de circuler faite aux motos empêche en effet certaines populations de se déplacer et freine les activités des ONG.⁹⁷

Beaucoup d'habitants du Ouaddaï et du Sila craignent de voir les jeunes se tourner à nouveau vers la rébellion si cette situation perdure.⁹⁸

B. *Risques et limites des opérations de désarmement*

De nombreuses opérations de désarmement ont été organisées au cours des dix dernières années à l'Est du Tchad. Les autorités ont régulièrement créé, réactivé et/ou renforcé des commissions de désarmement. La nouvelle commission mixte (police, gendarmerie, armée) créée il y a plusieurs mois s'inscrit dans cette continuité et vise à freiner la course à l'armement, corolaire des conflits intercommunautaires en cours.

Les opérations de désarmement se déroulent en deux temps. En premier lieu, les chefs traditionnels sillonnent leurs territoires pour demander aux communautés de remettre leurs armes volontairement. Les imams contribuent à cette opération, en encourageant les fidèles en ce sens dans leurs prêches. Dans un deuxième temps, l'armée prend le relais et passe au désarmement forcé de ceux qui ont conservé leurs armes.

En juillet 2019, la commission de désarmement disait avoir collecté 297 armes de tous calibres dans l'Est du pays, y compris en saisissant des camions transportant des armes.⁹⁹ Présentés comme un succès, ces résultats semblaient pourtant modestes au

⁹¹ Entretien de Crisis Group, acteur économique, N'Djamena, octobre 2019.

⁹² Entretiens de Crisis Group, commerçants, Abéché, septembre 2019.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ « Tchad : prolongation de l'Etat d'urgence dans l'Est », RFI, 11 septembre 2019.

⁹⁵ « Tchad : la malnutrition dit tous les maux de notre société », *Libération*, 30 juillet 2018.

⁹⁶ « Tchad : Profil humanitaire de la province du Sila (décembre 2018) », Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, 23 décembre 2018.

⁹⁷ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2019.

⁹⁸ Entretiens de Crisis Group, Abéché, N'Djamena, septembre 2019.

⁹⁹ Entretien de Crisis Group, personnel onusien, N'Djamena, juillet 2019.

regard du nombre d'armes en circulation. Depuis, le déploiement de contingents additionnels a intensifié ces opérations de collectes. Début octobre, les autorités déclaraient avoir collecté 4 000 armes.¹⁰⁰ Le même mois, lors d'une conférence des gouverneurs à Abéché, le président Déby s'est réjoui du progrès des opérations de désarmement et a affiché une ambition renouvelée : « le désarmement des civils ne doit être limité ni dans le temps, ni dans l'espace et doit être généralisé à l'ensemble du territoire ».¹⁰¹ En décembre, les autorités disaient avoir récupéré 11 000 armes.¹⁰²

La plupart des acteurs à l'Est comprennent la nécessité du désarmement et beaucoup ont d'ailleurs remis leurs armes volontairement. Les opérations de l'armée ont néanmoins donné lieu à de nombreuses dérives. La société civile dénonce des traitements abusifs et dégradants, des fouilles brutales et des arrestations arbitraires.¹⁰³ Ces opérations comportent aussi des limites et présentent des risques. La région est très militarisée et l'importation d'armes depuis le Soudan a rendu les campagnes initiales de collecte à l'Est du Tchad moins efficaces. Par ailleurs, les habitants, qui font très peu confiance aux autorités administratives et militaires, craignent un désarmement sélectif qui toucherait essentiellement les populations sédentaires d'agriculteurs.¹⁰⁴ Il faut toutefois noter que des collectes d'armes ont eu lieu dans plusieurs villages arabes, appelés *ferricks*.¹⁰⁵ Enfin, un grand flou entoure le devenir des armes – les modalités de stockage et de destruction. Selon plusieurs sources, dont des responsables publics, quelques armes auraient été revendues après avoir été collectées.¹⁰⁶

¹⁰⁰ « Tchad : 4 000 armes de différents calibres et une centaine de munitions ont été récupérées à moins d'un mois d'opération », Toumaï Web Médias, 3 octobre 2019.

¹⁰¹ « Tchad : les instructions de Déby pour freiner la course à l'armement des civils », op. cit.

¹⁰² Correspondance de Crisis Group, diplomate, décembre 2019.

¹⁰³ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, acteurs humanitaires, N'Djamena, Abéché, Farchana, septembre 2019. Voir aussi « Tchad : une association dénonce des exactions sous couvert de l'état d'urgence », RFI, 14 septembre 2019.

¹⁰⁴ Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, Abéché, septembre 2019.

¹⁰⁵ Entretien de Crisis Group, chef traditionnel, Abéché, septembre 2019.

¹⁰⁶ Entretiens de Crisis Group, homme politique tchadien et acteurs de la société civile d'Abéché, N'Djamena et Abéché, juin et septembre 2019.

V. Réduire les facteurs d'instabilité au Tchad oriental

La crise a fait resurgir de profondes fractures dans l'Est du Tchad, où les tensions restent palpables en dépit d'une relative accalmie depuis septembre 2019. Légitimement préoccupées, les autorités apportent jusqu'ici des réponses essentiellement sécuritaires et de court terme, sans s'attaquer aux problèmes de gouvernance qui nourrissent aussi ces violences.

Des solutions politiques aux problèmes de la région sont pourtant possibles. Les autorités pourraient renouer un lien de confiance avec la population et améliorer les relations entre les communautés en conflit en desserrant l'état lié à l'état d'urgence, en ouvrant une large réflexion autour des mobilités pastorales, et en sanctionnant les dérives des militaires et fonctionnaires qui interviennent dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Par ailleurs, beaucoup d'acteurs de bonne volonté, y compris parmi les chefs traditionnels, les hommes politiques et la société civile cherchent à s'investir dans des activités de médiation et de sensibilisation. L'Etat devrait, avec le soutien des partenaires internationaux, soutenir les initiatives de dialogue et de concertation existantes et le projet d'une conférence inclusive pour la paix à l'Est.

A. *Adopter une approche globale sur les mobilités pastorales et recréer de la confiance*

Le mouvement des éleveurs vers le sud, qu'il se manifeste par une transhumance plus précoce et méridionale ou par une sédentarisation croissante, génère des tensions et des angoisses identitaires fortes à l'Est et dans d'autres zones du pays. Compte tenu des facteurs climatiques, des nouvelles aspirations des jeunes générations d'éleveurs, et des dynamiques politiques et sociales à l'œuvre localement, ce mouvement est sans doute inexorable. « De plus en plus de nomades vont s'installer, nous devons vivre ensemble, il faut trouver un moyen de nous entendre », observe un député de la région.¹⁰⁷

Lors de la conférence des gouverneurs, en octobre à Abéché, le président Déby a souligné la nécessité de délimiter de nouveaux couloirs de transhumance et de stationnement du bétail pour s'adapter à cette nouvelle géographie des mobilités pastorales.¹⁰⁸ Plusieurs acteurs internationaux du développement travaillent d'ailleurs à de tels projets, parfois depuis longtemps.¹⁰⁹ Pour favoriser l'entente entre nouveaux arrivants et populations dites autochtones, Déby a aussi appelé les ministres à « mettre en place une commission nationale et des comités locaux en collaboration avec le Haut conseil des collectivités autonomes et des chefferies traditionnelles, afin de fixer les conditions territoriales d'une bonne cohabitation entre les éleveurs et les agriculteurs ». ¹¹⁰ Si la reconnaissance de la dimension locale des conflits est utile, une

¹⁰⁷ Entretien de Crisis Group, député, N'Djamena, juillet 2019.

¹⁰⁸ « Tchad : les instructions de Déby pour freiner la course à l'armement des civils », op. cit.

¹⁰⁹ C'est le cas notamment de l'Agence française de développement, de la Coopération suisse, de l'Union européenne, et de la Banque mondiale. Sur les questions liées au pastoralisme au Tchad et en Afrique centrale, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°215, *Afrique centrale, les défis sécuritaires du pastoralisme*, 1^{er} avril 2014.

¹¹⁰ « Tchad : les instructions de Déby pour freiner la course à l'armement des civils », op. cit.

réflexion plus large sur la refonte des politiques foncières et des modalités d'attribution des terres, et sur l'édiction de règles claires et concertées pour l'installation de nouvelles populations est nécessaire.

Par ailleurs, beaucoup d'élites administratives et militaires ont investi dans des troupeaux et ont donc un intérêt personnel à prendre parti en faveur des éleveurs dans les conflits qui les opposent aux agriculteurs. Ce phénomène des « néo-éleveurs » a largement modifié le rapport entre les autorités administratives et militaires déployées (essentiellement goranes, zaghawa et arabes) et les divers groupes en conflit, et contribué à l'émergence de nouvelles tensions politiques et sociales. Le sentiment d'injustice est très marqué parmi les populations dites sédentaires du Tchad oriental, qui estiment que les autorités sont partiales et leur veulent du mal. Pour renouer une relation plus saine avec les populations du Ouaddaï, l'Etat devra aussi remplacer, sanctionner ou traduire rapidement en justice les autorités qui interviennent abusivement dans la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Par ailleurs, pour prévenir de tels conflits d'intérêt, les autorités devraient éviter de nommer des représentants de l'Etat dans des zones où ils possèdent leur propre bétail.

B. Favoriser un cadre de concertation inclusif et inscrire les médiations dans la durée

Les autorités traditionnelles, qui servent habituellement de stabilisateurs, sont dépassées par le conflit. Elles sont prises en étau entre les critiques de leurs propres communautés, qui leur reprochent d'attribuer des terres aux nouveaux arrivants, et les pressions des gouvernants. Les autorités administratives et militaires les disent en effet incapables d'apaiser les tensions et ont tendance à leur faire porter la responsabilité des problèmes. Ainsi, en juin et juillet, plusieurs chefs de cantons ont été suspendus momentanément et le sultan du Ouaddaï a été révoqué et remplacé par un fidèle du président. Cette révocation a ouvert une crise de succession à l'Est et une partie de la population conteste déjà la légitimité du nouveau sultan, Cherif Abdelhadi Mahadi.¹¹¹

Comme, dans un tel contexte, les mécanismes classiques de résolution des conflits deviennent inopérants, de nombreux acteurs ont tenté d'organiser des médiations à Abéché et dans ses environs. En mai, une mission du Haut conseil des collectivités autonomes et des chefferies traditionnelles, composée notamment de parlementaires, a permis la signature d'accords de paix entre les communautés impliquées dans les violences les plus récentes, et donné lieu à un rapport remis au Parlement. Malheureusement, en l'absence de suivi, ces accords sont rapidement devenus caducs. Comme souvent, le contenu de ces accords importe moins que la capacité à les faire vivre. Plusieurs chefs de canton, des autorités religieuses, notamment la branche locale du Conseil supérieur aux affaires islamiques, et des notables ont également porté des

¹¹¹ « Tchad : le nouveau Sultan du Ouaddaï, Cherif Abdelhadi appelle à l'unité », Alwhida, 10 août 2019. Cette nomination confirme une tendance récente du chef de l'Etat à nommer des soutiens de la première heure à des postes stratégiques, probablement par crainte d'être trahi. Entretiens de Crisis Group, diplomates, N'Djamena, septembre 2019.

initiatives locales de médiation ; à Goz Beïda, par exemple, une commission de médiation a été mise sur pied.¹¹²

Les multiples tentatives de médiation présentent pourtant un défaut : elles sont souvent ponctuelles et insuffisamment inclusives, mettant de côté une partie des acteurs de la région, comme par exemple les commerçants. Pour pallier ces insuffisances, l'ancien médiateur de la République, Ahmat Yacoub Dabio, aujourd'hui à la tête du Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme, a suggéré un cadre de concertation plus large et proposé d'organiser une conférence pour la paix à Abéché fin 2019.¹¹³ L'Etat devrait appuyer l'idée d'une conférence regroupant un grand nombre d'acteurs de l'Est tchadien, ou originaires de cette région, comme les autorités traditionnelles, les commerçants, les députés, les acteurs économiques et religieux. Les participants devraient débattre des relations agriculteurs/éleveurs, de l'accès à la terre, de la *diyya*, du rôle des chefferies traditionnelles ou encore de la circulation des armes, et formuler une série de recommandations.¹¹⁴

Pour éviter les initiatives sans lendemain, cette conférence devrait aboutir à la création d'un comité permanent de médiation entre les communautés en conflit à l'Est. Ses membres seraient sélectionnés par et parmi les participants à la conférence, et il devrait à court terme s'assurer de la mise en œuvre des résolutions issues de la conférence et à moyen terme devenir une structure de médiation reconnue et appuyée par les autorités. L'Etat devrait par ailleurs passer d'une logique de responsabilisation/pression sur les autorités traditionnelles à une logique d'accompagnement et de soutien.

Dans un contexte tendu, il est aussi crucial de contrer la diffusion de rumeurs infondées. Beaucoup d'acteurs contribuent d'ores et déjà à la sensibilisation des communautés. Les religieux font passer des messages d'apaisement dans leurs prêches du vendredi. Les associations de jeunes s'impliquent également. En octobre 2019, l'Association des jeunes pour le développement de la région du Ouaddaï a réuni les autorités administratives, des chefs traditionnels, des membres de la société civile et des magistrats pour les sensibiliser aux mécanismes légaux de règlement des conflits intercommunautaires.¹¹⁵ Les radios communautaires comme La Voix du Ouaddaï et Radio Sila jouent aussi un rôle de prévention.

Les autorités devraient renforcer leur soutien aux radios communautaires pour qu'elles diffusent des informations fiables et fassent de la sensibilisation. Enfin, les autorités judiciaires devraient sanctionner les messages de haine. De plus, les organisations de la société civile engagées sur ces questions et les plateformes de réseaux

¹¹² Entretien de Crisis Group, député, chef traditionnel, fonctionnaire, N'Djamena, Abéché, septembre 2019.

¹¹³ Entretien de Crisis Group, acteur associatif, N'Djamena, juillet 2019.

¹¹⁴ La *diyya* est la somme d'argent due en compensation d'un crime ou d'un accident. Elle vise à régler le litige entre les parties concernées et d'éviter ainsi la vengeance armée. Au Tchad, son montant varie en fonction de l'âge de la victime, de son statut social et de son groupe ethnique. Souvent critiquée car elle établit une hiérarchie entre ces groupes mais aussi car elle se substitue souvent aux poursuites judiciaires, la *diyya* est devenu un sujet politique et une circulaire ministérielle a été signée le 4 octobre 2019 pour réglementer sa pratique. « Le gouvernement s'attaque à la pratique de la *diyya* », RFI, 6 octobre 2019.

¹¹⁵ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, N'Djamena, octobre 2019

sociaux devraient rechercher des moyens d'identifier les appels à la violence sur les réseaux sociaux afin de lutter contre leur propagation.

C. Assouplir les règles de l'état d'urgence et sanctionner les abus des forces de l'ordre

La forte présence armée et les restrictions de la liberté de mouvement et des activités commerciales ont des répercussions sur les conditions et les modes de vie des populations du Ouaddaï et du Sila. Cette stratégie, qui vise à circonscrire les conflits, n'est pas tenable à long terme. Les autorités tchadiennes devraient assouplir les règles de l'état d'urgence en permettant par exemple aux habitants d'accéder aux marchés hebdomadaires. Les autorités devraient également passer d'une logique de harcèlement des commerçants à une logique d'accompagnement économique. Pour ce faire, elles devraient rapidement sanctionner les militaires qui commettent des abus ou des violences à leur égard.

Alors que de nombreux acteurs, y compris les chefs de cantons et de *ferricks*, semblent jouer le jeu du désarmement, les méthodes brutales des militaires suscitent la colère de la population, et les soupçons sur le devenir des armes récoltées nourrissent la méfiance. Le gouvernement et les autorités locales devraient s'assurer que les armes saisies sont détruites dans les meilleurs délais et éviter qu'elles puissent être revendues ou redistribuées. Elles devraient faire preuve de transparence et informer en temps réel la population des progrès réalisés.

Enfin, l'état d'urgence s'est accompagné de nombreuses arrestations, parfois arbitraires. La justice n'a encore jugé aucun de ces prévenus et beaucoup de personnes interpellées en mai et en août auraient déjà été transférées à Koro Toro, une prison située dans le désert, près de Faya Largeau, et surnommée le « Guantanamo tchadien ».¹¹⁶ Etant données les profondes défaillances du système judiciaire tchadien, il serait illusoire d'espérer qu'une justice indépendante et efficace traite de l'ensemble de ces cas dans un avenir proche. Organiser rapidement des procès pour les cas les plus sérieux et libérer les prisonniers qui ont été arrêtés alors qu'ils ne constituaient pas une menace avérée constitueraient toutefois des avancées.

D. Anticiper une dégradation de la situation humanitaire à l'Est

Beaucoup d'incertitudes demeurent sur le risque de reprise des combats à l'Est, l'évolution à moyen terme de la situation au Darfour et l'impact humanitaire des violences récentes sur les populations. Malgré la baisse des moyens et le manque d'investissements dans la zone, maintes fois dénoncés par les ONG et certains bailleurs, les acteurs humanitaires devraient inclure dans leurs stratégies d'intervention une capacité de réaction pour l'Est au cas où la crise regagnerait en intensité.

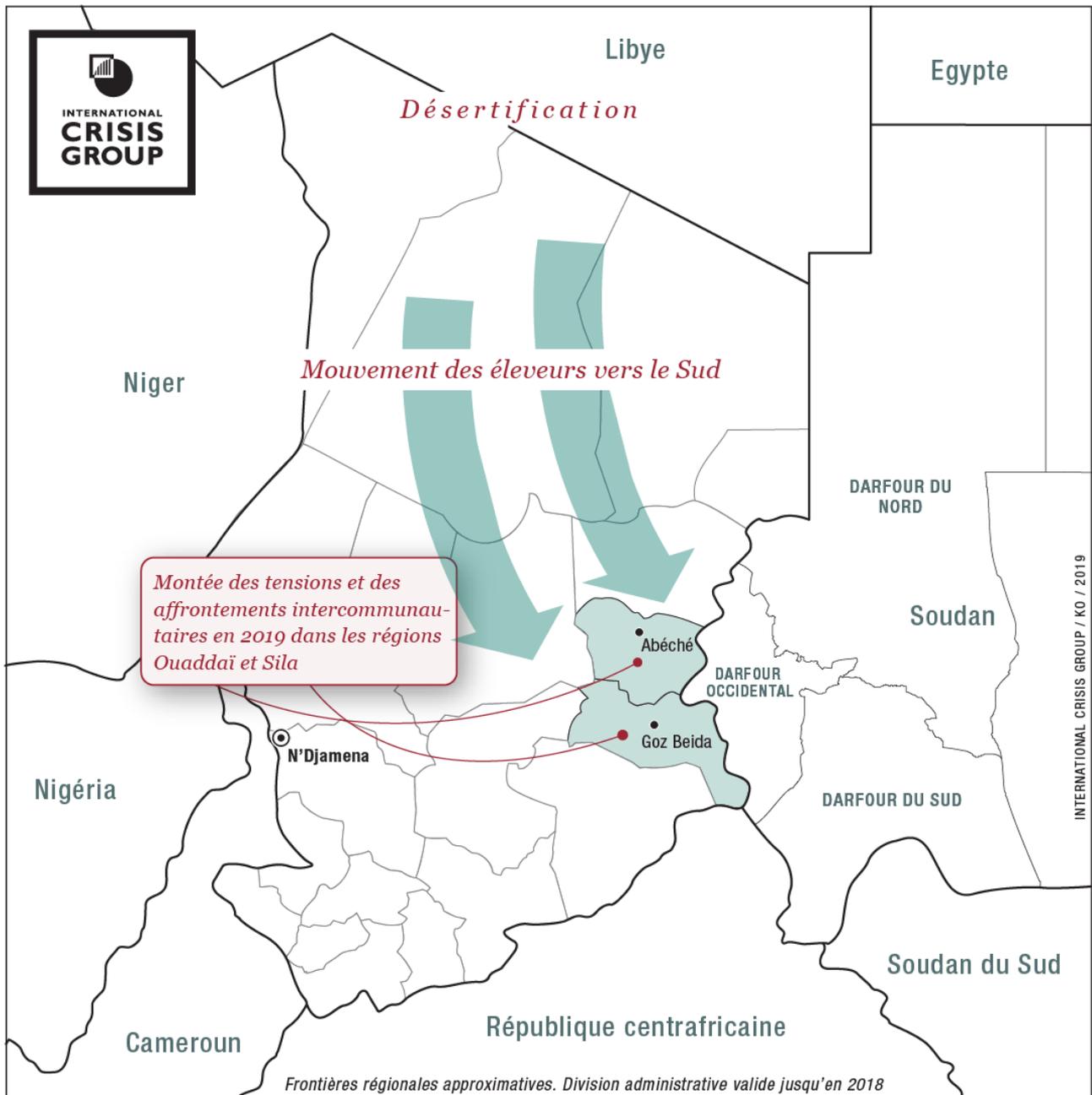
¹¹⁶ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, N'Djamena, Abéché, septembre 2019.

VI. Conclusion

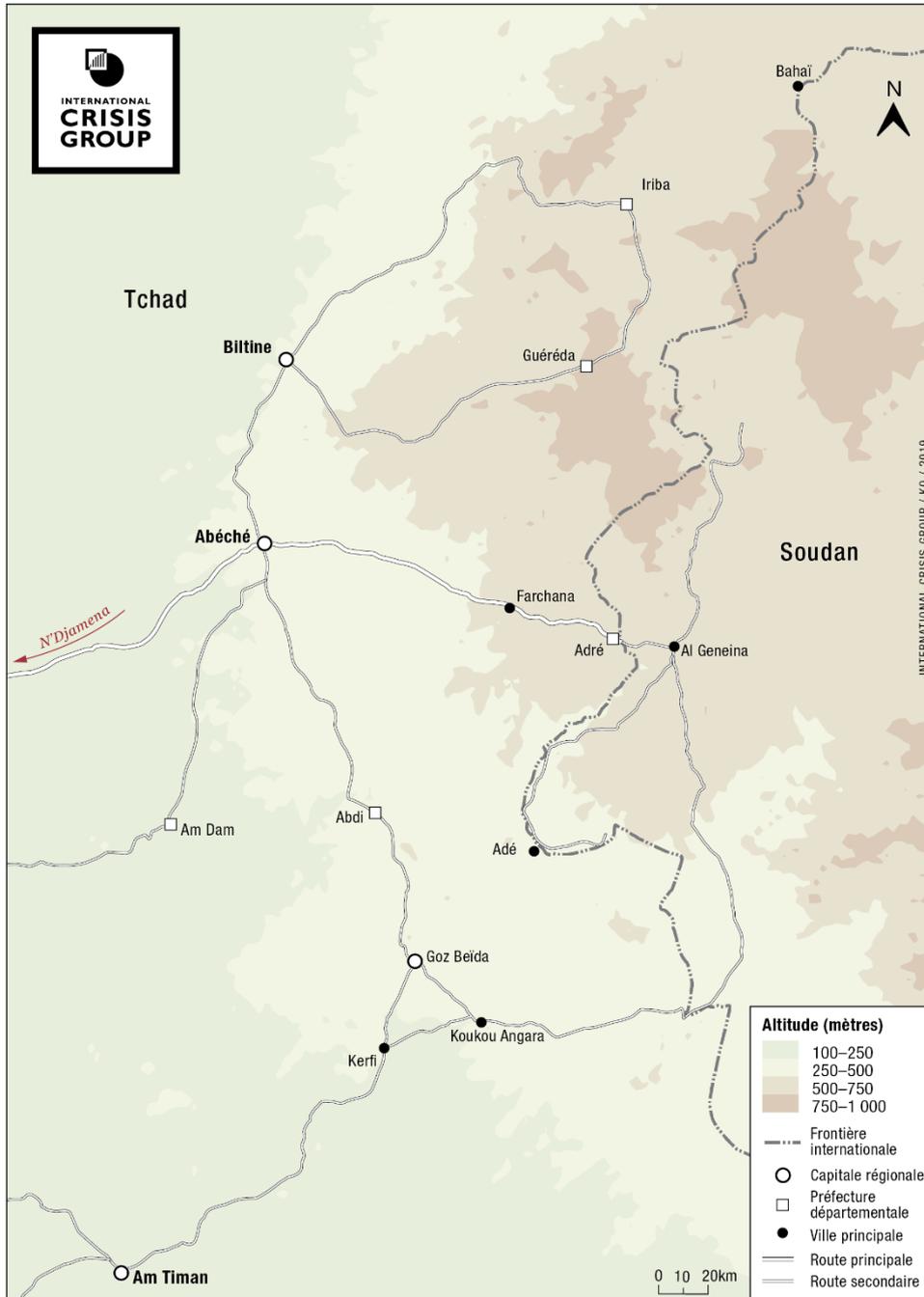
Les conflits qui secouent l'Est du Tchad ont poussé les différentes communautés à se replier sur elles-mêmes pour se prémunir des attaques extérieures. Au-delà de ses conséquences très lourdes pour les populations du Ouaddaï géographique, cette crise interroge également les capacités de l'Etat tchadien à intervenir autrement que militairement aux confins de son territoire. Une réponse sécuritaire était certes nécessaire pour diminuer le niveau de violence dans une région souvent décrite comme une poudrière. Mais les risques de déstabilisation de l'Est resteront importants tant que les autorités n'auront pas réglé les problèmes de fond.

Nairobi/Bruxelles, 30 décembre 2019

Annexe A : Carte du Tchad



Annexe B : Carte de l'Est du Tchad



Annexe C : Violences entre Dajo et Mouro dans le Sila, quand un conflit en cache un autre

La violence à l'Est du Tchad est protéiforme et ne se résume ni à des conflits entre agriculteurs et éleveurs, ni à des oppositions entre communautés dites nordistes originaires des régions de Borkou, Ennedi, et Tibesti (BET)) – les Goranes, les Zaghawa ou les Arabes – et communautés dites ouaddaïennes, mentionnées dans le rapport. En août 2019, un conflit latent entre communautés dajo et mouro, très localisé dans la zone de Kerfi, dans la région du Sila, et dont les origines remontent à l'époque de l'indépendance du Tchad, a soudainement redoublé d'intensité, causant la mort de plusieurs dizaines de personnes. Depuis lors, cette opposition pour le contrôle de certaines villes et de marchés stratégiques dégénère régulièrement en violences.

À l'indépendance du Tchad, les Mouro, jusqu'ici rattachés au canton Barh Azoum, obtiennent leur propre canton. À l'époque, les Dajo sont majoritaires dans la zone de Kerfi et des familles dajo sont à la tête du canton Barh Azoum. Du fait des grandes sécheresses des années 1970 et 1980, beaucoup de Dajo doivent néanmoins quitter la zone.¹¹⁷ Au même moment, le mouvement rebelle du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) menace les chefs de canton, perçus comme trop proches du pouvoir central, et les contraint à se regrouper dans la ville de Goz Beida.¹¹⁸ Le canton de Barh Azoum se vide ainsi d'une partie de sa population mais aussi de ses chefs traditionnels. En l'absence d'autorité traditionnelle sur place, les Mouro du canton voisin viennent occuper et exploiter les terres laissées vacantes. Depuis le retour des populations déplacées dajo, des années plus tard, anciens et nouveaux occupants revendiquent leur autorité sur le village de Kerfi et ses alentours. Au tournant des années 1990, le marché de Kerfi génère de plus en plus de recettes, ce qui nourrit les convoitises et attise un peu plus ces tensions.¹¹⁹

En 2003, alors qu'une guerre éclate dans la région soudanaise du Darfour, la violence explose à l'Est du Tchad, en particulier dans la région du Sila, et transforme ces tensions communautaires en conflit ouvert.¹²⁰ Dès 2004, des émissaires originaires de la région, envoyés à la fois par le pouvoir central tchadien, les groupes rebelles tchadiens et les milices soudanaises Janjawid, jouent sur les divisions entre Dajo et Mouro pour enrôler les membres des ethnies locales dans leurs camps respectifs, leur promettant des armes pour se défendre en cas d'attaque.¹²¹ Les Janjawid pillent de très nombreux villages dans le Sila et arrivent même à contrôler une toute petite portion du territoire tchadien, d'où ils lancent le 31 mars 2007 des attaques contre les villages de Tiero et Marena, les principaux bastions des milices dajo, soutenues

¹¹⁷ Rapport de Crisis Group, *Tchad : la poudrière de l'Est*, op. cit.

¹¹⁸ Pour une présentation de l'histoire des insurrections à l'Est du Tchad et en particulier de la plus importante formation rebelle depuis l'indépendance, le Frolinat, voir *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, op. cit.

¹¹⁹ Entretiens de Crisis Group, autorité traditionnelle et membre de la société civile originaires du Sila, N'Djamena, septembre 2019.

¹²⁰ Dès 2003, le Dar Sila est aux premières loges du conflit au Darfour et la région accueille 50 000 réfugiés darfouris. De très nombreux Tchadiens sont eux-mêmes obligés de quitter leurs villages d'origine pour fuir les violences. Voir Jérôme Tubiana, « The small war in eastern Chad. Letter from Dar Sila », *Foreign Affairs*, 18 octobre 2016.

¹²¹ Rapport de Crisis Group, *Tchad : la poudrière de l'Est*, op. cit.

par les autorités tchadiennes.¹²² Ces attaques auraient tué plus de 400 civils, soit l'un des massacres les plus meurtriers depuis l'indépendance du Tchad.¹²³ De leur côté, les milices d'autodéfense dajo lancent des attaques contre des villages arabes et mimi qu'ils soupçonnent de collaborer avec les Janjawid.¹²⁴

Les relations entre Dajo et Mouro et Dajo et Arabes sont au plus bas à cette période. En dépit de plusieurs tentatives de conciliation entre les notables de ces communautés, les violences continuent en 2007 et 2008. En octobre et novembre 2008, des affrontements intercommunautaires aux alentours de Kerfi, Dogdoré et Birak font une dizaine de morts.¹²⁵ En juillet 2008, le chef de canton mouro est tué par des Dajo et le chef de canton dajo exfiltré à Goz Beida de peur des représailles.¹²⁶

Après quelques années d'accalmie, une nouvelle phase du conflit entre Dajo et Mouro s'ouvre en 2019. Le jeune chef de canton mouro revendique son autorité sur les villages de Taidji et Kerfi et tente de s'y installer, mais il rencontre la résistance des Dajo. Les premières violences entre ces communautés éclatent en juin 2019 dans les villages de Tadj et Arata.¹²⁷ Malgré les tentatives d'apaisement et de conciliation des autorités, dont le gouverneur, le préfet et le sous-préfet, une série de désaccords persistent sur la répartition des terres, la relâche de combattants arrêtés et le montant de la *diyya* à verser aux victimes. Les combats reprennent et le chef de canton mouro aurait même été arrêté et brièvement détenu.¹²⁸ En août, des hommes armés mouro attaquent le village d'Arata et les combats qui les opposent aux combattants dajo font des dizaines de morts.¹²⁹ Depuis, certains de ces groupes en conflit auraient, selon des témoignages et rumeurs difficiles à vérifier, noué des contacts avec des combattants extérieurs à la région, y compris au sein de la coalition rebelle de l'ex-Seleka active en République centrafricaine.¹³⁰

Les conflits entre Dajo et Mouro durent depuis des décennies et traduisent les difficultés des autorités nationales et locales tchadiennes à trancher les disputes foncières et territoriales. Les violences ont pour l'instant cessé mais les problèmes ne sont pas résolus et les risques d'escalade de ces conflits restent élevés.

¹²² « The small war in eastern Chad. Letter from Dar Sila », op. cit.

¹²³ Voir Jérôme Tubiana et Victor Tanner, « Au Tchad : un second Darfour », *Outre-Terre*, no. 20 (2007).

¹²⁴ Rapport de Crisis Group, *Tchad : la poudrière de l'Est*, op. cit.

¹²⁵ Voir « Rapport sur la situation humanitaire au Tchad », Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires, 27 novembre 2008.

¹²⁶ Entretiens de Crisis Group, Goz Beida, novembre 2008.

¹²⁷ Entretiens de Crisis Group, autorité traditionnelle, membres de la société civile originaires du Sila, N'Djamena, septembre 2019.

¹²⁸ Ibid.

¹²⁹ Entretiens de Crisis Group, acteurs humanitaires, chef traditionnel, membres de la société civile originaires du Sila, N'Djamena, septembre 2019.

¹³⁰ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile originaires du Sila et membre d'association des droits humains, N'Djamena, septembre 2019.

Annexe D : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de Coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Département pour le développement international du Royaume-Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Irish Aid, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale des Émirats arabes unis, Ministre des Affaires étrangères du Qatar, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère islandais des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et la Principauté du Liechtenstein.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Charles Koch Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

Crisis Group remercie ses donateurs, et tout particulièrement l'Union européenne, pour le financement de ce rapport.

Annexe E : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2016

Rapports et Briefings Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Seven Opportunities for the UN in 2019-2020, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

Afrique

A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

Afrique australe

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Afrique centrale

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

Burundi : à court d'options, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo, Briefing Afrique N°148, 4 December 2019.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive ?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigéria : les femmes et Boko Haram, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Preventing Boko Haram Abductions of School-children in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Narco trafic, violence et politique au Nord du Mali, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Corne de l'Afrique

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Kenya's Coast: Devolution Disappointed, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.

South Sudan: Rearranging the Chessboard, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

Uganda's Slow Slide into Crisis, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

Averting War in Northern Somalia, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.

Managing Ethiopia's Unsettled Transition, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.

Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.

Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.

Women and Al-Shabaab's Insurgency, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.

Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.

Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.

Safeguarding Sudan's Revolution, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.

Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.

Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Keeping Ethiopia's Transition on the Rails, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley
Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola
Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud
Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino
Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus
Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai
Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme
Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Hailemariam Desalegn Boshe
Ancien Premier ministre d'Éthiopie

Alexander Downer
Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel
Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Robert Fadel
Ancien membre du parlement du Liban ; propriétaire et membre du conseil du groupe ABC

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Group

Hu Shuli
Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wadah Khanfar
Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa
Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders
Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov
Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev
Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni
Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund
Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Susana Malcorra
Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

William H. McRaven
Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon
Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh
Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Federica Mogherini
Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Saad Mohseni
Président et directeur général de MO-BY Group

Marty Natalegawa
Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe
Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan
Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering
Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid
Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Juan Manuel Santos Calderón
Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman
Ancienne sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Ellen Johnson Sirleaf
Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros
Membre, Open Society Foundations

George Soros
Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Jonas Gahr Støre
Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan
Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers
Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt
Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi
Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Stephen Robert
Shearman & Sterling LLP	Scott Bessent	Luděk Sekyra
Statoil (U.K.) Ltd.	David Brown & Erika Franke	Alexander Soros
White & Case LLP	Herman De Bode	Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
Anonyme	(3) Anonyme	Faisel Khan
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	Cleopatra Kitti
Atlas Copco AB	Stanley Bergman & Edward Bergman	Michael & Jackie Lambert
Chevron		Samantha Lasry
Edelman UK	David & Katherine Bradley	Leslie Lishon
Eni	Eric Christiansen	Malcolm Hewitt Wiener Foundation
HSBC Holdings Plc	Sam Englehardt	The New York Community Trust – Lise Strickler & Mark Gallogly Charitable Fund
MetLife	The Edelman Family Foundation	
Noble Energy	Seth & Jane Ginns	The Nommontu Foundation
RBC Capital Markets	Ronald Glickman	Brian Paes-Braga
Shell	David Harding	Kerry Propper
	Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti	Duco Sickinghe
	Geoffrey Hsu	Nina K. Solarz
	David Jannetti	Clayton E. Swisher
		Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger	Lindsay Iversen	Nidhi Sinha
Tripp Callan	Azim Jamal	Chloe Squires
Kivanc Cubukcu	Arohi Jain	Leeanne Su
Matthew Devlin	Christopher Louney	Bobbi Thomason
Victoria Ergolavou	Matthew Magenheim	AJ Twombly
Noa Gafni	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Christina Bache	Megan McGill	Annie Verderosa
Lynda Hammes	Hamesh Mehta	Zachary Watling
Jason Hesse	Tara Opalinski	Grant Webster
Dalí ten Hove	Perfecto Sanchez	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Christoph Bertram	Wolfgang Ischinger
George Mitchell Président émérite	Lakhdar Brahimi	Aleksander Kwasniewski
Gareth Evans Président émérite	Kim Campbell	Ricardo Lagos
Kenneth Adelman	Jorge Castañeda	Joanne Leedom-Ackerman
Adnan Abu-Odeh	Joaquim Alberto Chissano	Todung Mulya Lubis
HRH Prince Turki al-Faisal	Victor Chu	Graça Machel
Celso Amorim	Mong Joon Chung	Jessica T. Mathews
Óscar Arias	Sheila Coronel	Miklós Németh
Richard Armitage	Pat Cox	Christine Ockrent
Diego Arria	Gianfranco Dell'Alba	Timothy Ong
Zainab Bangura	Jacques Delors	Roza Otunbayeva
Nahum Barnea	Alain Destexhe	Olara Otunnu
Kim Beazley	Mou-Shih Ding	Lord (Christopher) Patten
Shlomo Ben-Ami	Uffe Ellemann-Jensen	Surin Pitsuwan
	Stanley Fischer	Fidel V. Ramos
	Carla Hills	Olympia Snowe
	Swanee Hunt	Javier Solana